NOVEMBRE 2018 PRIX 8 €

LES CAHIERS D'EUROPE 21

D'UNE RÉVOLUTION À L'AUTRE

Les mémoires de Philippe HERZOG lus et commentés par

Alexandre ADLER
Michel AGLIETTA
Jean-Pierre BRARD
Monique CASTILLO
Henri de CASTRIES
Laurent DANIEL
Claude FISCHER
Marcel GRIGNARD
Gilles GRIN
Olivier GUERSENT
Antoine GUGGENHEIM
Alain LAMASSOURE
Francis MER
Bernard SNOY
Philippe TRAINAR

Edités par

Les Entretiens Européens & Eurafricains

Paris - Novembre 2018

Avec l'aimable soutien d'AXA

Les Entretiens Européens & Eurafricains

4 rue Froidevaux, 75014 Paris
Tél. : + 33 (0)1 43 21 96 76 - Port. : + 33 (0)6 72 84 13 59
www.entretiens-europeens.org

Directrice de publication : Claude Fischer-Herzog
Maquette : Christophe Le Nours **YMCB**

LES CAHIERS D'EUROPE 21

D'UNE RÉVOLUTION À L'AUTRE

Les mémoires de philippe HERZOG
lus et commentés par

Alexandre ADLER
Michel AGLIETTA
Jean-Pierre BRARD
Monique CASTILLO
Henri de CASTRIES
Laurent DANIEL
Claude FISCHER
Marcel GRIGNARD
Gilles GRIN
Olivier GUERSENT
Antoine GUGGENHEIM
Alain LAMASSOURE
Francis MER
Bernard SNOY
Philippe TRAINAR

Sommaire

Préface :

D'un engagement révolutionnaire à un autre ou la volonté de faire l'histoire, **Claude FISCHER** ..... page 5

Le romantisme de l'action, **Alexandre ADLER** ..... page 9

Comment se faire entendre dans le fracas des évènements ? **Michel AGLIETTA** ..... page 11

De l'utopie au réel, **Jean-Pierre BRARD** ..... page 15

Un destin en forme d'espérance, **Monique CASTILLO** ..... page 19

Reformuler les questions essentielles pour espérer trouver (quelques) réponses, **Henri de CASTRIES** ..... page 23

Prendre en compte le temps long dans les décisions humaines, politiques et industrielles, **Laurent DANIEL** ..... page 25

Les enjeux d'une refondation européenne, **Marcel GRIGNARD** ..... page 27

Il transmet une envie d'Europe et balise un chemin vers l'avenir, **Gilles GRIN** ..... page 31

Un chemin exigeant, un chemin difficile, mais un chemin réaliste et porteur d'espoir, **Olivier GUERSENT** ..... page 33

Le « Je » et le « Nous », **Antoine GUGGENHEIM** ..... page 35

Evidemment l'Europe va réussir, ne nous laissons pas impressionner par l'immédiat, **Alain LAMASSOURE** ..... page 37

La nécessité de passer d'une démocratie « élective » à une démocratie « participative », **Francis MER** ..... page 41

Prendre soin de l'âme, **Bernard SNOY** ..... page 45

Une soif presque métaphysique du dialogue, de l'échange et de la production, par **Philippe TRAINAR** ..... page 49

A lire aussi : ..... page 53

Philippe Herzog, l'enthousiasme européen, par **Anne IRJUD**, Interview réalisé pour La Nouvelle République

Bon de commande ..... page 57

D'un engagement révolutionnaire à un autre ou la volonté de faire l'histoire

Par Claude Fischer

Institutrice de formation, Claude Fischer s'engage au Parti communiste en Lorraine où elle découvre l'entreprise et l'industrie. Intuitivement, elle sait que la politique ne peut réussir que par la participation, et elle est séduite par les théories de Philippe Herzog (et par l'homme) dont elle devient la compagne en 1991, date à laquelle ils créent Confrontations où elle restera jusqu'en 2014. Elle reprend ses études à 45 ans « pour vérifier sa pratique à la théorie », et sort diplômée de l'Ecole doctorale de Sciences politiques de la Sorbonne. En 2002, elle crée ASCPE qui organise Les Entretiens Européens *sur l'avenir du nucléaire. Elle plaide pour l'ouverture de l'Europe au monde et lance* Les Entretiens Eurafricains *en 2014 pour le renouvellement des relations entre l'Europe et l'Afrique(s) et crée « Une semaine Eurafricaine au cinéma », convaincue que l'image peut être le meilleur vecteur de la connaissance de l'autre.*

Philippe aurait aimé faire de la littérature, il a consacré sa vie à la politique. Mais à la lecture de son livre, chacun sera surpris par l'écriture fluide, littéraire, et par la richesse de ses lectures qu'il s'approprie pour étayer sa pensée complexe. Une pensée qui puise dans l'apprentissage des mathématiques et les ensembles complexes enseignés par Laurent Schwartz, son maître à l'Ecole Polytechnique, figure forte qui a su allier science et action politique avec « un talent et un appel à entrer dans la danse qui séduisaient terriblement » comme aime à le rappeler Philippe. Philippe a embrassé alors la carrière d'un « intellectuel engagé », un engagement qui n'a jamais faibli, et même qui s'est renforcé au fil du temps. Car les échecs sont des leçons de vie dont il a su tirer parti. Ses mémoires en témoignent : la prospective, les propositions pour l'avenir, les réformes à engager pour l'Europe, dominent les propos tout au long du livre.

Pour les jeunes qui auraient envie de s'impliquer, ils trouveront matière à inventer une nouvelle démocratie, à l'échelle de l'Europe, cette Europe dont Philippe salue l'apport de civilisation, convaincu que sa crise profonde accouchera d'un renouvellement.

Philippe s'est engagé au Parti communiste français, attiré par la force de ce parti qui disait vouloir changer le monde et transformer la société, donner plus de pouvoir aux ouvriers. Ce passage par le PCF, il ne l'a jamais nié, pas même regretté. Car il y a trouvé l'intelligence et l'humanisme d'un Henri Jourdain, ouvrier de l'aéronautique, et la créativité d'un Paul Boccara à qui il rend hommage dans ses mémoires, regrettant toutefois le temps où les idées fusaient et l'espoir dominait. Il faudra la faillite du communisme et l'échec de la mutation du parti, mais aussi celui de l'Union de la gauche, pour mesurer l'impasse de la voie choisie. Aurions-nous pu faire autrement ? Oui, affirme-t-il, rappelant les efforts et les combats pour imposer – déjà – la participation de la société à la définition des objectifs de changement et celle des ouvriers à la gestion des entreprises avec de nouveaux critères. Moi qui militais en Meurthe-et-Moselle, au moment de la restructuration de la sidérurgie, j'ai vite fait miennes ces propositions qui étaient « révolutionnaires » dans un pays où la répartition des rôles – en politique comme dans le travail – est tellement ancrée entre ceux qui dirigent et les autres. La participation, c'est ce qui nous motivait (nous qui ne voulions être représentés par personne !) aussi dans la bataille pour l'Europe que nous avons menée dès 1989 à contre-courant de la position du parti. Je dis « nous » car présente sur la liste des élections européennes que Philippe tirait, nous voulions l'Europe - certes « autre chose et autrement » comme il l'avait titré dans un livre de l'époque - mais une Europe réconciliée. Ses origines croates, et les miennes lorraines, côtoyant les ouvriers italiens et yougoslaves, renforçaient sans doute cette aspiration. Après l'échec de l'eurocommunisme, c'était une belle façon de rebondir.

Philippe quitte le parti au bout de 30 ans mais il ne renonce pas. Nous créons Confrontations avec Michel Rocard, Jean-Pierre Bard, Jean-Christophe Le Duigou et Jean Peyrelevade, qui devient un lieu de réflexion et d'action original, un espace de « confrontation conflictuelle créative », rassemblant des hommes et des femmes d'horizons divers et de sensibilités et de cultures différentes. D'ailleurs, il n'est qu'à lire les articles de cette revue pour mesurer combien – par-delà leurs différences – les amis et partenaires de Confrontations aspiraient aux mêmes idées utopistes de transformation. Nous n'avons pas réussi à en faire un mouvement politique de type nouveau, capable d'infléchir la construction de l'Europe, une Europe unie, retrouvée, et ouverte au monde. Elle se divise et se replie, un mouvement engagé en 2005, après les votes français et hollandais au projet de traité Constitutionnel… C'est dans ce contexte que Philippe a travaillé sur notre héritage humaniste, qu'il a pu définir comme la souche du libéralisme et du socialisme, deux idéologies en souffrance.

Ses mémoires repartent de là, si j'ose dire : aujourd'hui il remonte plus loin dans nos héritages, convaincu que la raison, à la source de l'humanisme, ne suffira pas et qu'il faut la réconcilier avec la spiritualité, ce que souligne à sa façon Bernard Snoy dans son article « Donner une âme » et qu'il aurait pu titrer « Il était une foi… l'Europe". Le chapitre sur la culture qu'il nous propose est riche et nous donne à entrevoir, plus que son érudition, une réflexion sur l'avenir, avec, de nouveau, un projet innovant pour refonder l'Europe.

> La force de son projet,
> c'est sa simplicité extrême assise
> sur une approche de la réalité
> qui elle est des plus complexes.
> Quoi de plus simple en effet que de
> proposer une union politique
> différenciée qui reflète l'hétérogénéité
> des peuples européens,
> de demander à ces peuples
> ce qu'ils auraient envie de partager,
> et de leur permettre de reprendre
> le contrôle de leur destin commun.

Mais cette idée est « révolutionnaire » comme l'a bien compris Olivier Guersent, qui juge le projet « unique ». Cette approche contredit toute la construction par le haut de l'Europe, et va nécessiter un renversement de nos façons de penser et d'agir. On retrouve ici l'immense défi de la participation sans laquelle la démocratie ne pourra ni se renouveler, ni survivre.

> Philippe propose que l'Europe
> devienne une « puissance publique »
> servie par les forces sociales,
> économiques, politiques
> et intellectuelles, qui redéfiniront
> les biens communs.

Leur engagement, dans un monde de plus en plus complexe, aiderait les sociétés à comprendre les mouvements qui animent notre Europe et le monde, et plutôt que désigner des adversaires (tous ceux qui ne pensent pas comme elles !), elles chercheraient à écouter la diversité, à dialoguer et à construire une culture du débat ouvrant la voie à une nouvelle démocratie, et à mobiliser les sociétés sur des projets partagés.

Devenir un acteur global et inventer un nouveau type de développement : le livre foisonne de propositions concrètes pour que l'Europe acquière son autonomie, lui permette de coopérer avec les autres régions du monde et avec ses voisins, et de penser les cohésions d'un monde plus solidaire. Pour m'impliquer dans le renouvellement des relations entre l'Europe et l'Afrique avec Les Entretiens Eurafricains, je veux témoigner de la difficulté des défis culturels que cela représente tant les dépendances sont fortes et nos modes de développement occidentaux dominants. Dans le monde monopolisé par les GAFA et la finance, nous dit Philippe, il ne s'agit pas d'être « atterrés » mais de se retrousser les manches pour penser les mobilités (Jean-Marie Cour dirait les « mouvements de population ») face aux défis démographiques et climatiques, investir massivement dans les régions comme l'Afrique, construire une économie politique capable de répondre aux défis climatiques et aux besoins sociaux en même temps, transformer le capitalisme en créant un système plus mixte où le privé sera responsabilisé, partager les outils du numérique et créer des solidarités productives. Ces propositions ne sont pas une liste mais autant de projets mobilisateurs.

Encore faudra-t-il que les sociétés s'en mêlent. C'est pour moi le plus gros challenge : et comme le rappelle Francis Mer dans son article, si l'individu dispose d'une liberté d'initiative, de contact, de connaissance inédite, et ne se reconnait plus dans les élites pour qui il a voté, encore faudra-t-il qu'il ait envie de se responsabiliser.

D'un engagement révolutionnaire à l'autre, Philippe prolonge et renouvelle l'esprit de la civilisation européenne dans son ambition de "faire l'histoire" et il ne perd pas l'espoir de changer les esprits et le monde, une fraîcheur qui lui a valu un joli compliment de "jeune homme de 78 ans"[1].

Je mène ce combat
avec lui depuis trente ans,
et comme le dit la chanson,
"nous n'avons pas fini notre rêve".

[1] *Voir en annexe l'interview dans La République du Centre : Philippe Herzog, l'enthousiasme européen - Publié le 13/10/2018*

Le romantisme de l'action

Par Alexandre Adler

Alexandre Adler, historien et journaliste français, est d'origine juive allemande et russe. La famille maternelle réside en Turquie depuis le début du XX^e siècle et échappe ainsi aux persécutions nazies. En revanche, tous les membres de sa famille paternelle, à l'exception de son père Emeric, sont morts en déportation. Il entre 3e à l'École normale supérieure (1969-1974) et passe l'agrégation d'histoire, et rencontre Blandine Kriegel, philosophe et elle-même historienne, fille du résistant puis dirigeant communiste Maurice Kriegel-Valrimont. Il adhère au Parti communiste français en 1968 et c'est à cette époque qu'il rencontre Philippe. Proches du Parti communiste italien et de ses dirigeants, les deux hommes défendent l'eurocommunisme. Il fait partie des premiers parrains de Confrontations et restera un fidèle soutien aux efforts pour construire une Europe réconciliée.

Je connais Philippe Herzog depuis quasiment l'adolescence, jeune normalien communiste, j'avais suivi avec passion le petit séminaire qu'il assurait pour les normaliens. Lui-même brillant polytechnicien communiste, extrêmement ouvert à la discussion et à la recherche, il avait voulu prospecter pour la diffusion de ses idées, notre petit groupe un peu sous-estimé au lendemain de 1968, mais en réalité très solide et partageant toute sa démarche de pensée. Depuis lors, j'ai toujours apprécié avec mes amis d'alors cette démarche toujours positive et dénuée d'a priori de Philippe, qui cherchait toujours des solutions aux questions économiques, tournées vers la pratique et en réalité, vers l'action. On ne sait pas suffisamment le rôle déterminant qu'il joua auprès de jeunes ingénieurs communistes, tel Carlos Tavares, aujourd'hui à la tête de Peugeot. Dans le même temps ce surprenant savant cosinus avait su trouver avec Georges Marchais un langage commun que ce dernier comprenait et une estime réciproque qui lui ouvrait bien des portes dans un appareil économique communiste qui conservait encore un réel prestige, notamment à EDF, avec le surprenant René Le Guen. En réalité, son instinct dépourvu de préjugés lui avait déjà permis de comprendre combien Georges Marchais n'était pas « George Marchais ». Militant clandestin sous les ordres du fabuleux Jean Jérôme, dès l'avant-guerre, Georges Marchais avait appartenu à « l'Orchestre

Rouge » qui l'avait envoyé infiltrer l'appareil militaire allemand pour en tirer le maximum de secrets industriels. Cette responsabilité dangereuse et très importante sur le front du renseignement l'avait conduit jusqu'en Allemagne d'où il sortit grâce au système de Jean Jérôme pour gagner la clandestinité en Normandie à la fin de la guerre. Très bientôt, il rejoint l'appareil de sécurité de Maurice Thorez, dès son retour de 1944 en France, sous la supervision du Général Joinville qui avait troqué dès ce moment les fonctions de chef d'Etat major national des FFI, pour la responsabilité capitale de tout l'appareil de sécurité du parti communiste. De cela, Philippe Herzog n'eut jamais la moindre idée, mais sa sympathie non caricaturale pour Marchais continue à me sembler tout à fait remarquable, et en tout cas bien compréhensible.

Et c'est le même homme
épris d'action et d'un romantisme
de la réalisation concrète qui,
rompant avec la décadence
irrémédiable du Parti communiste,
choisit d'emblée de se mettre
au service de la construction
européenne, sans passer par la case
intermédiaire et stérile
des récriminations dissidentes.

Là, Philippe fait merveille avec Delors et soutient, avec le même courage, la volonté d'épauler Michel Barnier et de sortir du blocage européen. Il n'y est pas parvenu jusqu'à ce jour, mais ce n'est pas faute d'avoir donné toute son énergie et une absence toujours remarquable d'a priori mal-pensés. C'est la raison pour laquelle l'aura de son action et de ce rapport très solidaire à un judaïsme centre européen dont les racines remontent à l'austro-marxisme d'Otto Bauer et à la défense désespérée de la République de Weimar, se retrouve aujourd'hui dans sa démarche simple et totalement dénuée d'artifice.

Il va de soi, qu'au moment où la vague
populiste menace de détruire l'Europe,
nous avons rudement besoin
d'un tempérament comme le sien qui,
fidèle à toutes ses origines, reste,
sans une ride, d'abord fidèle à l'avenir
dont l'issue dépend encore beaucoup
de notre engagement à chacun.

Merci Philippe, et merci Claude, pour ce témoignage de vérité et d'engagement que vous n'avez jamais manqué de nous donner.

Comment se faire entendre dans le fracas des événements ?

Par Michel Aglietta

Michel Aglietta, né en 1938 à Chambéry, est un économiste français, ancien élève de l'École Polytechnique et de l'ENSAE. Actuellement professeur émérite de sciences économiques à l'université Paris X, il est également conseiller scientifique au CEPII, membre de l'Institut universitaire de France et professeur de macroéconomie au sein de la majeure Sustainability and Social Innovation de l'HEC Paris. Camarade de promotion de Philippe Herzog, il rejoint Confrontations dès sa création. Très impliqué dans le groupe « Crise » créé pendant la grande crise de 2008, il participe aux Assises sur les investissements à long terme.

Je connais Philippe Herzog depuis très longtemps. Nous avons eu une formation intellectuelle commune à l'Ecole Polytechnique, puis au début de notre carrière professionnelle à l'INSEE. Dans les années 1960, la France avait une conception originale de la planification stratégique qui mobilisait des modèles macroéconomiques directement branchés sur la comptabilité nationale pour éclairer les politiques publiques. Philippe Herzog travaillait sur les budgets économiques (modèle ZOGOL), je participais à l'élaboration du cadre macroéconomique de la planification à moyen terme (modèle FIFI).

Le livre de Philippe Herzog a pour sous-titre « Mémoires ». Il illustre, en effet, une longue carrière professionnelle dédiée à l'engagement politique. Mais il est bien plus qu'un bilan. Il nous invite à une réflexion théorique et politique stimulante sur le devenir possible de la construction européenne à une époque de ruptures dans l'histoire mondiale.

La première partie du livre, « transformer la France » est scandée par l'engagement politique de Philippe Herzog au Parti Communiste, les conflits qu'il y a rencontrés et finalement la rupture. C'est pourquoi il met l'accent sur des étapes de la vie politique française auxquelles il a activement participé : le programme commun, l'union de la gauche et son échec, l'impact de la chute du communisme soviétique sur

les orientations du PCF.

A la lecture de ses souvenirs et de ses jugements sur ces événements, la question que l'on peut se poser est la suivante : était-il possible que la France suive une autre trajectoire qui préserve le modèle social issu du programme de la Résistance et l'originalité de sa planification comme une « ardente obligation » ? Il aurait fallu une interprétation bien plus profonde des événements mondiaux de 1968 et des mutations de la globalisation qu'ils annonçaient. Il aurait fallu que les responsables politiques de l'époque post-gaulliste, de gauche comme de droite, comprennent que le projet européen dans la perspective de Jean Monnet, « *unir des peuples, pas des Etats* », était la solution. Philippe Herzog a de longue date suivi cette voie. Mais comment se faire entendre dans le fracas des événements ?

En effet, le tourbillon de la crise inflationniste qui a suivi l'effondrement du système de Bretton Woods, exacerbé par les soubresauts de l'impérialisme américain au Vietnam, menaçait la construction européenne dès le début des années 1970. Les forces d'éclatement que l'inflation mondiale provoquait en Europe avaient éveillé le projet d'une union économique et budgétaire énoncé par le plan Werner dès 1970. Brandissant la sacro-sainte souveraineté nationale, les responsables politiques français de tous bords ne l'ont jamais considéré. Très vite les pétrodollars ont englobé l'Europe dans une intégration mondiale par la finance.

Le second bouleversement qui me semble sous-estimé est l'impact de la résolution de la crise inflationniste mondiale au tournant des années 1980. Ce choc monétaire venu des Etats-Unis, d'une violence inouïe, a fait le lit de la financiarisation du capitalisme dans l'ensemble des pays avancés. L'intégration sous l'égide du néo-libéralisme anglo-saxon a été une rupture idéologique qui a promu le fondamentalisme du marché. La rupture a été entièrement subie en France. Pourtant elle était en opposition totale avec l'héritage de la planification française. En effet, la France n'a pas engagé les réformes profondes pour s'y adapter. Elle a été possédée, dans tous les sens du terme, par le culte de l'argent.

Le système de protection sociale a résisté longtemps, mais la montée du chômage de longue durée a été irrésistible. Les deux décennies qui ont précédé l'avènement de l'euro ont été celles d'un ralliement contraint à un universalisme du marché formalisé par le Consensus de Washington.

Il faut comprendre à quel point les logiques financières pénètrent la gouvernance des entreprises et les politiques publiques par le principe de la valeur actionnariale. L'extrême concentration du capital par la monopolisation du numérique soumet les services à une stratégie consistant à transférer les responsabilités sociales au secteur privé, tout en recherchant un supplément d'âme. La fondation Bill Gates (ou celle de Soros) en est l'exemple paradigmatique. La tendance qui en découle est un affaiblissement de la démocratie et l'appauvrissement de l'Etat par la défiscalisation du capital. Les conséquences sociales se lisent dans l'envolée de l'endettement, la montée des inégalités, la fragmentation sociale, la détérioration de l'éducation publique et de la santé, la dégradation de toutes les composantes de l'environnement, toutes évolutions dont la société américaine de Trump nous tend le miroir.

L'entrée en crise de cette forme de capitalisme à partir du choc financier de 2008 fait porter une lourde interrogation sur le destin de ce siècle ; d'où l'importance de la seconde partie du livre. L'Europe peut-elle donner sens à la régénération de la démocratie portant un développement inclusif et soutenable ?

Philippe Herzog énonce clairement le constat. L'Europe est minée par l'échec à former une communauté politique fondée sur une société civile européenne, celle d'une démocratie à deux niveaux : les nations et l'Union. Elle se moule dans le néolibéralisme, tout en essayant de contenir les impacts déstabilisants des hétérogénéités des pays membres par la prolifération des directives de la Commission.

Sortir de l'immobilisme, c'est construire des projets qui répondent aux défis sociaux et écologiques de ce siècle et qui apportent des avantages supérieurs à chaque pays s'ils sont accomplis en coopération plutôt que si chacun essaye de les mettre en œuvre séparément. C'est la notion de valeur ajoutée européenne. C'est pourquoi l'auteur explore les domaines de coopération qui apparaissent les plus fructueux, car ils permettent la mobilisation des acteurs privés concernant des biens communs, des réseaux, des externalités transfrontières. Ce sont les innovations de l'économie numérique où les retards mettent toute l'Europe en péril, les systèmes d'innovations diffuses, les sources d'énergie renouvelable et les réseaux intelligents de distribution d'électricité. Ce sont aussi l'éducation par le développement d'Erasmus et la circulation des diplômes qui est le domaine par excellence d'acquisition d'une conscience européenne et, bien sûr, l'union de financement et d'investissement.

La valeur ajoutée européenne est le concept unificateur de cette transformation du régime de croissance où l'Europe doit progresser rapidement pour ne pas être submergée dans la nouvelle concurrence mondiale. Comme le dit fort bien Philippe Herzog, il faut passer d'une gouvernance technocratique à

une gouvernance démocratique dans le processus de sélection des investissements. J'ajouterai que l'on peut s'appuyer sur le plan Juncker en lui donnant des capacités de financement bien plus importantes par la mobilisation des banques publiques de développement des Etats membres, par l'attraction des investisseurs institutionnels responsables et par un fonds public de garantie conséquent. Cela implique de réformer et d'augmenter le budget européen par de nouvelles ressources propres, comme l'a encore proposé récemment Mario Monti.

La monnaie est peu présente dans ce livre. Pourtant les monnaies locales et complémentaires, à l'instar de la Suisse, peuvent jouer un rôle important dans le financement de projets territoriaux associant des acteurs collectifs de la société civile, des entreprises et des autorités locales.

De son côté, la BCE ne devrait pas continuer à acheter des titres d'entreprises privées parmi les plus polluantes et devrait accepter en collatéraux éligibles au refinancement les titres émis pour financer l'économie circulaire et la transition énergétique. On peut aussi soutenir qu'une vue d'ensemble sur les projets impliquant les collectivités locales au-delà des frontières serait utilement débattue dans un conseil économique, social et environnemental européen.

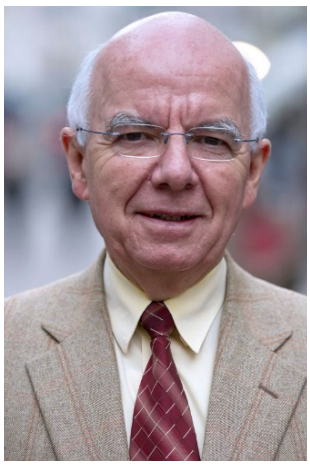
C'est à partir de politiques communes répondant au besoin de la transformation du régime de croissance que les derniers chapitres posent la question de la communauté politique européenne dans une évolution de la mondialisation vers le multilatéralisme pour conjurer le péril de la démondialisation.

Il faudrait pour cela accepter que l'ordre hégémonique américain soit définitivement clos. Il faudrait bâtir les relations de long terme avec les grandes puissances émergentes. Il faudrait reconnaître que l'on a des biens publics globaux à sauvegarder, au premier chef la conférence de Paris dont l'Europe est garante. Pour ce faire il est incontournable de s'associer à la Chine hors parti pris idéologique. Le projet OBOR (« one belt, one road ») doit devenir un projet coopératif structurant une nouvelle mondialisation.

Nous vivons un temps crucial dans l'histoire humaine. C'est un point de bifurcation où l'Europe ne peut exister que comme puissance autonome avec une politique étrangère. Elle doit parler d'une seule voix dans les institutions internationales, notamment au FMI où il faut urgemment unifier les quotas pour faire de l'euro une monnaie internationale à part entière. A partir d'une affirmation du rôle international de l'euro, on pourra renforcer l'essor des entreprises des pays membres dans le monde et mettre un terme aux diktats américains extra-territorialisés, comme celui que l'on observe en Iran. On pourra alors faire avancer l'idée d'un système monétaire international vraiment multilatéral avec pour clé de voûte la promotion du DTS au rang d'actif de réserve ultime géré par le FMI qui retrouverait le statut de banque centrale commune.

Dans ce livre, l'auteur nous dit qu'il cherche à réhabiliter la construction européenne pour parvenir à l'établissement d'une puissance publique qui donne une nouvelle impulsion à l'engagement européen. Sa lecture aidera toutes celles et ceux qui partagent cette ambition.

De l'utopie au réel...



Par Jean-Pierre Brard

Jean-Pierre Brard, né le 7 février 1948 à Flers, est un homme politique français, membre du Parti communiste français jusqu'en 1996 puis de la Convention pour une alternative progressiste. Ancien député de la septième circonscription de la Seine-Saint-Denis il a été le maire de Montreuil de 1984 à 2008. Co-fondateur de Confrontations avec Philippe Herzog et Claude Fischer, Jean-Christophe Leduigou, Jean Peyrelevade et Michel Rocard, il accompagne l'association dans son combat pour une refondation de l'Europe.

Au terme de la lecture de l'ouvrage de Philippe Herzog qui amène du carburant à la réflexion nécessaire et tellement inexistante pour construire notre avenir, la conviction s'impose pour ceux qui ne la partagerait pas qu'est fausse et dangereuse l'idée « on ne peut pas faire autrement ». On pouvait faire autrement, on peut faire autrement. Cela concerne les deux parties de l'ouvrage.

L'expérience que Philippe Herzog a vécue au sein de la direction du Parti communiste français confrontée à deux événements considérables : la révolution informationnelle et la chute du modèle soviétique. Dès la fin des années 1960 dans un ouvrage collectif « Le capitalisme monopoliste d'Etat », ce sont les économistes communistes français avec l'équipe de Paul Boccara, Henri Jourdain et dont Philippe Herzog est rapidement devenu un pilier qui ont formulé le concept de révolution informationnelle. Cette révolution, un tremblement de terre qui équivaut à l'invention de l'imprimerie et à celle du moteur à vapeur, induit des mutations des concepts de marchandise, de loi de la valeur, de la valeur d'usage et la valeur d'échange avec des

conséquences extraordinaires sur l'organisation de la production, sur le concept d'exploitation. Ces économistes, dépassant la question du partage des richesses, nécessaire mais non suffisant, mettent en évidence la nécessité de nouveaux critères de gestion permettant d'associer les salariés à la définition des objectifs et des modalités de gestion de l'économie. Une vraie révolution ! Toutes ces idées restent neuves et rien d'innovant ne se fera dans le futur sans se les approprier et les mettre en œuvre dans les conditions du moment.

Hélas à l'époque, sous l'impulsion de Georges Marchais, dirigeant brutal et dépourvu de culture, la direction communiste engluée dans sa confrontation et ses rapports de forces avec le parti socialiste, historiquement discrédité par sa co-gestion des affaires économiques et coloniales avec les forces dominantes, n'a pas été capable d'ouvrir les portes de l'avenir, à l'inverse des communistes italiens avec des hommes comme Enrico Berlinguer ou Bruno Trentin. Par ailleurs, s'il y avait un début de perception de la crise du modèle soviétique, aucune analyse sérieuse n'a été entreprise par la direction du PCF. On sait comment la parenthèse ouverte par la révolution bolchévique en 1917 s'est fermée en novembre 1989 à Berlin. Comme l'a dit le pape de l'époque Jean-Paul II dans sa célèbre Encyclique, l'échec du modèle soviétique ne démontre en rien que le système qui lui faisait face était vertueux. En fait tout reste à faire pour répondre aux rêves d'émancipation des hommes. Oui, comme le disait Saint-Just en 1789, « Le bonheur est une idée neuve en Europe ».

Précisément,
la biographie de Philippe Herzog, son parcours atypique l'ont conduit
à développer une réflexion originale
sur l'Europe, dans l'esprit d'Erasme,
de Victor Hugo et Jaurès
et de l'humanisme
dont il est un continuateur.

Dans les médias, les thuriféraires de l'Union européenne telle que nous la connaissons (Barroso, Juncker, Merkel, Schulz, Schäuble, Sarkozy, Hollande, Moscovici… pour ne citer que les derniers) évoquent régulièrement le projet européen. Nulle part n'existe un texte fondateur global, empreint d'humanise, socle d'un projet politique et culturel. Le projet européen est un mythe, un mirage qui a permis de vendre un discours fumeux, sans vrais contours. Contrairement à ce qui est affirmé, l'Union européenne n'a pas été capable d'empêcher la guerre en Europe, le drame yougoslave est là pour nous le rappeler avec la terrible responsabilité d'Helmut Kohl et François Mitterrand, hommes englués dans des traditions historiques de relations avec la Croatie pour l'Allemagne et la Serbie pour la France, datant de la charnière des 19ème et 20ème siècles.

Dès le début avec la CECA, l'objectif a été de créer un espace économique unique s'élargissant progressivement avec comme seuls critères ceux d'un marché sans frontières répondant aux besoins des grandes multinationales européennes. Certes, il y a eu quelques projets positifs comme Erasmus, Airbus (encore qu'il ne s'agisse pas dans ce cas d'un projet européen mais de l'aéronautique française qui s'est européanisée). Mais sur les questions essentielles, non seulement il n'y a pas eu de pilier social mais la règle qui s'impose est celle du moins-disant en la matière. Pas davantage, il n'y a eu de pilier démocratique avec un total mépris quand les peuples s'expriment par référendum (Pays-Bas, France, Danemark, Irlande). Aujourd'hui, le résultat est là. Les Européens rejettent massivement cette Europe-là. Les dirigeants de l'Union (Commission, Conseil, Président de la BCE, Cour de justice, chefs des Etats) sont les responsables de cette situation qui n'a pas été créée par les populistes, mais est la résultante désastreuse de leurs politiques. Les populistes dont l'émergence est de la responsabilité des actuelles politiques menées par l'Union européenne sont un vrai danger. Et on voit bien qu'à l'instar des partis politiques français qui refusent de se remettre en cause en instrumentalisant le Front national, il y a la même tentation aujourd'hui au plan européen de faire un bloc « anti-populisme » pour mieux poursuivre les politiques actuelles.

Philippe Herzog énonce des critiques solides, fait des propositions sérieuses. Mais que faire face à des dirigeants autistes qui consentent à d'éventuelles corrections à la marge ? Ces fausses élites nous poussent vers le gouffre.

La situation est tellement dégradée et dangereuse avec des risques de confrontations violentes (malheur à ceux qui pensent que les guerres appartiennent au passé sur notre continent) que même des inflexions importantes, aussi positives seraient-elles, seraient impuissantes à effacer le discrédit total qui frappe l'Union aujourd'hui.

Oui, il faut tout remettre à plat. Il faut enfin un projet pour notre continent tout entier qui mette au centre de tout, l'éminence de la personne humaine et la protection de la planète. Cela veut dire, priorité à l'éducation, à la recherche, à la culture, au co-développement en considérant que les pays du Sud sont des partenaires égaux et représentent une chance extraordinaire de lutter contre le

changement climatique en fixant les populations sur leurs sols de naissance grâce à des projets de développement décidés par les populations locales elles-mêmes en rompant avec les leçons et l'arrogance insupportables des pays du Nord. C'est par des politiques concrètes dont les Européens verront les effets dans leur quotidien que la crédibilité et l'adhésion naîtront. C'est pas à pas que peut se faire cette construction tellement les dégâts des pratiques des religieux intégristes de l'Europe jusqu'à présent sont considérables.

Pour réconcilier les peuples avec un projet européen, l'exercice de la condition de subsidiarité doit être total, le respect des nations qui existent encore et probablement pour assez longtemps doit être visible. Les Européens adhéreront librement et spontanément quand ils auront des raisons de s'y reconnaître. Pourquoi ne pas rendre obligatoire par exemple au cours de leur cursus de formation pour tous les jeunes européens une expérience de vie et de formation d'un an dans un autre pays ? Il faut aller vers une harmonisation fiscale vers le haut pour dégager les moyens de développer les politiques publiques nécessaires. Pourquoi ne pas mettre en place des dispositifs institutionnels permettant d'avoir un rythme paisible du rapprochement entre les pays en instituant au Parlement européen une deuxième chambre représentant les Parlements nationaux ? Il faut établir des frontières douanières aux limites de l'Union pour empêcher les politiques destructrices de dumping commercial, fiscal ou social.

Philippe Herzog évoque souvent la société civile. A l'évidence, si je pouvais émettre un vœu, je formulerais celui qui le conduirait à travailler sur ce concept qui a besoin d'être défini et qui sert actuellement trop souvent d'alibi pour ignorer la démocratie représentative (qui l'est de moins en moins) et l'expression des peuples (le référendum n'étant pas la seule forme). Tout cela à un moment où le concept habituel d'Etat est en crise. Si nous sommes dans une période de grandes turbulences porteuses de danger, l'histoire nous enseigne que c'est aussi dans ces périodes que les convictions, les espérances indestructibles peuvent faire que les plus beaux rêves ont commencé à devenir réalité.

Alors, j'attends avec gourmandise le prochain livre de Philippe Herzog, dialecticien expérimenté, sachant faire fleurir les contradictions pour qu'elles nourrissent un futur que le présent appelle absolument.

Un destin en forme d'espérance

Par Monique Castillo

Monique Castillo est une philosophe française. Diplômée de l'Institut d'Études Politiques de Paris et docteur en philosophie, elle consacre ses premières publications à commenter l'œuvre de Kant. Rencontrée lors d'un dîner au Club économique franco-allemand, elle devient une amie de Philippe et Claude. Elle participe activement au séminaire d'EUROPE 21. Elle demande à Philippe de préfacer son livre « Faire renaissance, une éthique publique pour demain » et témoigne ici de sa reconnaissance pour son combat inlassable à (re)construire l'espérance.

Des Mémoires ne sont pas une suite empirique de souvenirs, mais la mise en lumière du lien qui unit en un destin des expériences marquantes dont la signification publique, identifiable par tous, instruit chacun sur la part d'histoire qu'il a vécue en commun avec leur auteur. C'est ce que, pour commencer, illustre l'ouvrage publié par Philippe Herzog aux Editions du Rocher, intitulé *D'une révolution à l'autre. Mémoires.* Sa participation à des moments-clés de l'histoire politique et économique de l'après-guerre atteste que les mémoires d'un personnage public sont et font aussi l'identité narrative de sa communauté, celle de l'Etat français, bien sûr, mais aussi celle de l'Europe, de l'Europe à sa naissance, puis dans son premier et deuxième âge.

Des Mémoires, en effet, présentent l'avantage de restituer la part d'intériorité qui a porté et fécondé les faits, les orientations et les choix qui ont construit le temps vécu de l'histoire. Intériorité personnelle de l'auteur, d'abord. Enfant de la guerre, élève brillant, étudiant engagé, professionnel rapidement chargé de responsabilités d'envergure collective (forger une stratégie de développement par le moyen de la planification), puis économiste écouté, conseiller politique et acteur parlementaire, l'unité d'une vie, parce qu'elle est celle d'une même liberté en acte, ne se donne que dans un récit, dont la cohérence s'organise autour d'une « intrigue », au sens donné à ce terme par Paul Ricoeur pour son rôle dans la construction d'une identité narrative.

L'intrigue qui réunit la riche événementialité des travaux, actions, ouvrages et combats de Philippe Herzog semble bien être la vigueur et l'irréversibilité d'une même espérance : c'est seulement en se donnant un avenir qu'une communauté peut s'inscrire dans une histoire. Or c'est bien l'espoir de voir la France et les pays européens investir l'Europe de la force de se projeter dans le temps long de l'histoire du monde qui inspire la rédaction de l'ouvrage : faire du livre un programme d'action ouvert sur le futur unit dans un même destin l'homme, la personne publique, la compétence économique, le conseiller politique et l'inlassable organisateur d'associations. L'espérance n'est pas donnée, elle se construit et se reconstruit en fonction des obstacles, des conflits, des opportunités aussi bien que des revers. Et surtout, elle se construit avec les autres.

Jamais sans les peuples

Mais pour féconder l'histoire, l'espérance doit prendre la forme d'une volonté politique. Ce sont alors les intrigues multiples de la vie politique, intrigues tissées des rencontres, initiatives, concertations entre décideurs, mais intrigues faites des renoncements, évitements, oublis et indifférence des responsables, intrigues aussi nées des mouvements, révoltes ou enthousiasmes des populations, un ensemble de conjonctures qui fait l'incertitude dans laquelle la politique, selon sa vocation véritable, doit faire les choix qui ouvrent des chemins.

Plus d'un lecteur s'étonnera d'apprendre qu'après avoir été un cadre dirigeant du Parti Communiste Français, Philippe Herzog encourage la dynamique des entreprises, réhabilite la formation professionnelle des jeunes et soutient l'élan économique provoqué par l'innovation et la mobilité des travailleurs. Une situation bien étrange pour le manichéisme ordinaire de l'opinion, laquelle considère plutôt le communisme comme l'exaltation de la domination de l'Etat sur la société et le libéralisme comme l'exploitation concurrentielle du travail au bénéfice d'une accumulation illimitée du profit : peut-on donc concilier l'inconciliable ?

Le cas Herzog est l'occasion de rétablir une vision plus réaliste et plus raisonnable de ce qu'est la vie politique. Celle-ci ne se borne pas à vérifier la justesse d'une théorie par la destruction d'une autre : des intellectuels radicaux savent le faire en formant des chapelles (écoles de pensée fermées) et les médias savent l'art d'exacerber l'inimitié entre les partis pour mobiliser leur auditoire. Mais les hommes politiques sont, quant à eux, dans l'action, et le régime démocratique veut qu'ils se rencontrent, se connaissent et débattent, même de manière conflictuelle, conflictualité qui fait ressortir l'état des esprits, les chances de conciliation et les renoncements inévitables : autant de faits mentaux qui sont la substance des faits réels que sont les décisions dont la population vivra… pendant un temps plus ou moins long. On peut être marxiste et faire sa thèse avec Raymond Barre, avoir de l'estime pour Giscard d'Estaing, échanger avec le Pape François, confronter ses vues avec Jacques Chirac ou Nicolas Sarkozy tout en puisant dans les échanges avec de fidèles compagnons de route comme Michel Rocard, Jacques Delors ou Michel Barnier la perpétuation de l'élan et de l'inspiration.

Mais surtout, et c'est là une instruction bien plus profonde, il existe une parenté, une familiarité, une continuité qui va d'un engagement révolutionnaire à un autre, reliant le passé au présent et au futur : c'est l'alliance de l'économique et du social, l'affirmation constante de la vocation sociale du pouvoir économique. La conviction que les forces productives (en langage ancien) sont des forces créatives (en langage contemporain) manifeste sans qu'il y ait contradiction ou trahison une même et constante fidélité à la valeur travail. Parce que le travail est source de production, de transformation et d'innovation, aucune politique, aucune institution éducative, aucun système de production ne saurait trouver d'autre fondement, d'autre ressort, d'autre ressource vive que les peuples.

Révolutionner les consciences

Une politique économique n'est pas l'exploitation d'un peuple et de son travail, mais ce qui le développe, l'organise, le déploie et le révèle à lui-même. Et un peuple n'est ni une abstraction ni une fiction, mais une réalité vivante qui fait société. De là, dans la pensée de Philippe Herzog, l'importance accordée à la société civile et son appel à la formation d'une vaste société civile européenne.

On pourrait s'y tromper. La dénomination « société civile », en effet, désigne, quand elle est idéalisée, l'utopie d'un marché autorégulateur harmonisant magiquement les intérêts concurrents des volontés individuelles et, dans le cas du réalisme pragmatique néolibéral, un ensemble d'individus exclusivement mobilisés par l'intérêt personnel, toute émergence d'un intérêt commun étant exclue.

La doctrine de Philippe Herzog est originale en ce qu'elle dénie à la fois à l'Etat et au marché la compétence du savoir-faire à la société dès lors que l'inclination souverainiste de l'Etat étouffe la vitalité sociale,et que les fragmentations et oscillations du marché sont la source d'inégalités toujours nouvelles.

Il faut donc comprendre que la société civile est la société directement engendrée par les citoyens eux-mêmes, la société tissée par les solidarités qui résultent de leurs projets, de leurs activités et de leurs échanges, elle est une société de citoyens-partenaires et non une masse d'individus juxtaposés. Ni jacobinisme, ni religion du marché.

A sa manière Philippe Herzog pratique une sorte d'humanisme économique. On songe à la conception qu'Hannah Arendt donne du pouvoir quand elle refuse de l'identifier à l'exercice de la domination des uns sur les autres pour le rapprocher des pratiques concertantes d'un agir-ensemble.

Cette foi dans la génération spontanée de la solidarité sociale peut apparaître comme un moment d'utopie, mais l'utopie, à la différence de l'imaginaire (qui condamne et parfois détruit le réel pour afficher la « pureté » de l'idéal) porte à accepter les efforts nécessaires pour engendrer l'avenir à partir du présent.

C'est pourquoi l'ouvrage s'adresse d'abord aux consciences. Il use des mots « coopération », « partage » et « co-construction » pour qualifier l'agir-en-commun (que le livre dénomme « la participation de chacun aux choix collectifs ») qui résultera des projets qui sont à former, des échanges qui sont à renouveler, des prises de conscience qui sont à réaliser, des mutations du rapport à la culture, au travail, à la nature et à l'histoire qui sont des tâches à accomplir. Les bouleversements de l'histoire contemporaine imposent à l'Europe « d'entreprendre une révolution consciente ».

L'Europe doit montrer le chemin par son ouverture aux autres peuples, sa capacité de se décentrer, de se pluraliser. Car tel est le sens le plus profond de la flexibilité dont le monde a besoin, tant sur le plan économique que sur le plan culturel, et que Philippe Herzog associe à une éthique de l'altérité, seule fondatrice d'une civilisation planétaire possible.

L'ouvrage se termine par ce message, dans la forme d'un appel à ce qu'Hannah Arendt appelait la responsabilité du monde.

Une Europe transeuropéenne

Le moyen de se révolutionner qui est propre à la conscience est l'autocritique, et le livre l'engage à la pratiquer à trois niveaux. L'un est l'examen sans fard des faiblesses qui font obstacle aux changements nécessaires : une pratique de la lucidité qui vise d'abord à éclairer le peuple français sur lui-même. L'autre se situe sur le plan de la civilisation européenne, invitée à se défaire d'un culte de la souveraineté nationale qui la maintient en état de crise, en situation d'impuissance et en danger de régression. Le dernier dit la raison ultime de l'autocritique ainsi recommandée. Cette raison est dans l'avenir du monde entier tel qu'il détermine la tâche de l'Europe de demain : civiliser la mondialisation, réussir la transformation du capitalisme qui devra faire des potentiels humains l'unique but de tout progrès futur.

La France doit connaître ses handicaps, et le plus important réside dans la contradiction qui existe entre le rôle dévolu à l'Etat et la place accordée concurremment au marché, le système français étant « à la fois très centralisé et très libéral ». Certains pourront trouver injustement sévère la critique de l'idéal républicain de citoyenneté, mais il faut comprendre que ce n'est pas le républicanisme d'un Michelet, d'un Péguy ou d'un Marc Bloch qui est mis en cause, mais plutôt la disparition du méritocratique au profit de l'oligarchique et, plus simplement encore, la disparition pure et simple du solidarisme républicain. Son expérience d'homme politique permet à Philippe Herzog des analyses réalistes et souvent courageuses, pointant la récurrente conflictualité qui oppose les politiques sociales (conserver et augmenter les privilèges des individus) et les politiques économiques (stimuler l'inventivité et la mobilité dans l'intérêt de tous), ruinant par-là les efforts des gouvernements de droite comme de gauche. Une culture du partenariat entre ressources publiques et initiatives privées, entre école et entreprise, entre recherche et création est à construire.

S'agissant de l'histoire de notre continent, l'ouvrage associe la crise du capitalisme (liée à sa financiarisation) à la crise de l'Europe (liée au modèle de l'Etat-nation). La nation est regardée comme ce qui empêche la coopération des peuples, la libre expression de leur désir d'une reconnaissance mutuelle qui devrait les conduire vers une fédération synonyme d'une participation à un même destin.

Si la démocratie est en crise, c'est que la civilisation européenne est malade d'elle-même, dans l'incapacité de surmonter les modèles du passé en matière de pouvoir politique, économique et intellectuel. A la suite des penseurs critiques de l'européocentrisme, l'ouvrage incite l'Europe à faire son deuil d'une part d'occidentalisme, celle pour qui le progrès dans tous les domaines (scientifique, technique, esthétique et intellectuel) est la marque de sa supériorité.

Le remède s'impose en même temps que se dévoilent les risques apportés par la mondialisation (déséquilibres géopolitiques, inégalités de développement, ravages écologiques, déculturation) et les urgences nouvellement nées de la haute technologie (numérisation, robotisation, méga-données, intelligence artificielle) : le monde a besoin de paix et de solidarité.

Reformuler les questions essentielles pour espérer trouver (quelques) réponses

Par Henri de Castries

Henri de Castries est actuellement président de l'Institut Montaigne, et a rejoint General Atlantic, un grand fonds new-yorkais de Private Equity International. C'est lorsqu'il était président directeur général d'Axa que les relations avec Confrontations Europe se sont nouées et développées à l'occasion de la bataille autour de la directive Solvency 2, puis consolidées quand Philippe Herzog a créé Les Assises du long terme avec le soutien et la participation d'Henri de Castries. L'estime et l'amitié unit les deux hommes qui se sont retrouvés à AXA pour la présentation du livre de Philippe dès sa publication.

Eclairer l'avenir contribue à engendrer l'espérance, écrit Philippe Herzog dans « D'une révolution à l'autre » où il retrace son itinéraire avec sincérité, clarté et conviction. Sa voix et sa réflexion méritent d'être entendues au moment où les bouleversements technologiques, sociaux et politiques du monde mettent l'Europe et notre modèle démocratique à la croisée des chemins.

Comprendre pour agir, titre de l'ouvrage publié par l'un de ses mentors, Henri Jourdain, résume bien l'exigence devant laquelle nous nous trouvons. Faute d'avoir mené un effort d'analyse et de réflexion prospective, nous Européens, subissons les changements que le monde nous impose davantage que nous ne cherchons à les créer où les influencer. L'absence de réflexion et de compréhension suffisante sur les mécanismes à l'œuvre et leurs conséquences nous empêchent de construire des réponses de long terme, économiques, politiques et sociales appropriées, et nous condamnent à des aveux d'impuissance ou à des expédients tactiques qui font le lit des populismes.

Philippe Herzog a raison quand il nous rappelle les propos de Claude Gruson : « prenons garde à Kondratieff... si nous n'engageons pas le grand effort de réflexion prospective qui pourrait nous permettre d'apercevoir les désordres menaçants et les moyens de les résoudre, l'adaptation sera violente... » Il a raison encore quand il critique Marcel Gauchet pour expliquer que face à cette nécessité d'adaptation l'Europe n'est pas un piège, mais une chance pour la France.

Si nous n'y prenons garde, nous sommes tous prisonniers de postulats dans nos analyses économiques et

sociales. Or le propre des périodes de rupture est de mettre à bas les postulats. Ce que l'on tenait pour acquis, intangible, immuable, évident, se fragilise, ne fonctionne plus, disparait parfois. Il nous faut donc sortir du cadre d'analyse classique pour analyser le monde avec un regard « dépollué » des conventions et reformuler les questions essentielles pour espérer trouver (quelques) réponses. Ceci doit conduire à un double effort : regarder les faits avec une attention renforcée, et se reposer la question des finalités.

A cet égard, il est frappant de constater que les quatre ressorts de l'évolution à long terme de notre monde – climat, démographie, technologie et idéologies – sont à l'œuvre de manière synchrone pour en accélérer les bouleversements. Or les schémas dans lesquels nous nous sommes habitués à vivre et sur lesquels ont été construites beaucoup de nos pratiques et de nos institutions sont imprégnés de principes nés avec l'Europe westphalienne et développés lorsque celle-ci dominait le monde par son poids économique et militaire.

Cette époque prend fin, et ces schémas ne sont plus nécessairement pertinents.

Il faut être capables
de nous réinventer en retournant
à l'essentiel : quelles sont
les aspirations fondamentales
que nous devons satisfaire
si nous voulons préserver
et faire prospérer notre modèle
de société démocratique
et ouverte ?

Si, dans ce cadre, nous aspirons à une société qui assure la sécurité des personnes et des biens, les libertés individuelles, le respect des règles de droit et l'équité sociale, bref, ce qui constitue le fondement même de notre démocratie.

Il faut imaginer des solutions
nouvelles dans un cadre
qui doit lui aussi évoluer.
Nos Etats-nations traditionnels
ne peuvent apporter seuls
ces réponses.
La démonstration de Philippe Herzog
est très convaincante.
Relancer l'Europe, imaginer un
nouveau mode de développement,
renforcer la cohésion de son action
face aux blocs et aux menaces
qui l'entourent,
voilà ce qu'est aujourd'hui notre défi.

Nous ne disposons plus pour le faire que d'un temps limité, tant les craquements du monde ancien se font plus forts et tant est grande la désillusion de nos peuples. Alors, plutôt que de s'enfermer dans une critique des « populistes » qui souvent n'est que le reflet de notre endogamie et la conséquence de notre manque de réflexion et de courage, essayons de mieux analyser les raisons de leur colère et de venir avec des réponses à la fois concrètes et compatibles avec nos valeurs, en commençant par faire le travail sur nous-mêmes que nécessite toute reconstruction. C'est à ce prix que l'universalisme humaniste, qui a été la marque distinctive de l'Europe, pourra continuer d'exister.

Prendre en compte le temps long dans les décisions humaines, politiques et industrielles

Par Laurent Daniel

Laurent Daniel (X96) est diplômé du MBA d'HEC. Economiste, il anime Le groupe X Sursaut, créé en juillet 2005 par Hubert Lévy-Lambert (53) et 60 autres polytechniciens de toutes les promotions et de tous les pays qui pensaient qu'un sursaut de la France était nécessaire pour qu'elle retrouve le chemin de la croissance. Le groupe compte actuellement 1000 membres et participe au débat public pour éclairer les choix économiques et budgétairse à venir, pour les Français et leur représentation nationale. C'est dans le cadre des conférences et débats organisées par X Sursaut que le jeune économiste rencontre l'économiste rompu au combat pour transformer la société en France et en Europe. Il adhère à Confrontations Europe.

Philippe Herzog écrit « J'ai vécu ce court moment d'histoire avec bonheur ». J'ai lu aussi avec bonheur l'histoire de Philippe Herzog qui passe notamment par Polytechnique, l'INSEE, l'université, le Parti Communiste, Confrontations Europe et la Commission européenne comme conseiller de Michel Barnier. Son histoire se confond avec celle de la France et de l'Europe au cours de ces cinquante dernières années. J'encourage ainsi chaque personne intéressée par cette page de notre aventure commune de lire ses Mémoires. Car Philippe Herzog ne fait pas que relater des faits, il procède aussi à l'analyse de l'évolution politique, sociale, religieuse de notre continent.

Au-delà de son rôle de témoin et d'acteur des événements qui ont marqué la France et l'Europe au cours de ce dernier demi-siècle, c'est l'aventure d'un homme qui m'a aussi intéressé comme lecteur. Il nous raconte notamment le rôle de certaines amitiés, par exemple celles avec Francis Mer, et Michel Rocard, et l'importance qu'elles ont eue pour lui dans ses choix et dans sa vie. Il partage avec eux notamment une grande intelligence et une profonde humanité.

Pour Philippe Herzog « Derrière la richesse des nations, il y a le travail ». L'importance du travail pour l'Homme est ainsi un des éléments clés du livre. Malgré sa fibre sociale que personne ne peut lui contester, Philippe Herzog combat les 35 heures

dont il pressent les effets pervers, il lutte aussi contre l'usage exagéré des pré-retraites. Philippe Herzog nous montre ainsi que la prospérité pour chacun et le fait de constituer société ne passent pas par la facilité mais par le mérite et le respect de chacun pour les autres et pour soi-même qui s'acquiert notamment par son travail. Tout au long du livre, sa parole est libre.

Son analyse de l'État est particulièrement pertinente. Il regrette ainsi la disparition des ingénieurs dans le gouvernement, la trop faible productivité du secteur public qu'il conviendrait d'augmenter en particulier en facilitant les mobilités, et en assouplissant les statuts. Il conteste les abandons de ces 50 dernières années qui ont conduit à la désindustrialisation de la France notamment la disparition du Commissariat au Plan. Depuis les années 1980, l'État n'a plus de stratégie, il n'est plus un grand investisseur. Il n'est plus le maître des horloges. Nous payons aujourd'hui notre manque de stratégie industrielle et le discours d'une société sans usine.

Ayant aussi côtoyé Philippe Herzog et Claude Fischer-Herzog au sein de Confrontations Europe, j'ai pu constater leur capacité à développer un modèle productif social à l'image de l'action de Francis Mer, qui a été un des grands chefs d'entreprises français.

Philippe Herzog présente ainsi dans son livre la fantastique aventure humaine qu'est Confrontations Europe qui en fait un think-tank unique au monde tourné vers l'humain tout en étant résolument en faveur d'une Europe productive et industrielle.

J'ai ressenti dans ce livre l'importance pour Philippe Herzog de la prise en compte du temps long dans les décisions humaines notamment politiques et industrielles. Ses mémoires articulent le lien entre raison et émotion car Philippe est à la fois idéaliste et réaliste. Philippe Herzog y combat les réformes libérales technocratiques et courtermistes. Étant si exigeant avec lui-même, Philippe Herzog a le droit d'être exigeant avec les autres acteurs sociaux. Il souligne notamment l'importance du rôle des citoyens et des corps intermédiaires pour faire vivre les démocraties.

Philippe Herzog présente dans ce livre les composantes d'un vrai projet pour l'Europe qui passe par des actions concrètes, la promotion de biens publics européens dont l'énergie, une plateforme de l'UE pour placer les demandeurs d'emplois avec des offres d'emplois transfrontalières et bien sûr une stratégie industrielle de l'UE fondée sur des coopérations notamment régionales ainsi qu'une stratégie commerciale.

Au-delà des projets, Philippe, féru d'arts et en particulier de cinéma, souligne la nécessité de créer une identité et une culture européennes qui permettront de donner enfin une âme au projet européen et de créer un sentiment d'appartenance aux citoyens européens.

Philippe Herzog est aussi là où je ne l'attendais pas, car ses Mémoires évoquent aussi l'actualité la plus récente. Il procède à une des analyses les plus pertinentes des débuts de la présidence d'Emmanuel Macron et que je vous laisse découvrir dans son livre.

Pour finir, il nous livre le plus beau des messages, celui de garder espoir pour le but ultime qui est de sauver l'humanité !

Les enjeux d'une refondation européenne

Par Marcel Grignard

Marcel Grignard a travaillé une vingtaine d'années dans une grande entreprise de la métallurgie. Elu secrétaire général adjoint de la CFDT en 2009, il s'implique parallèlement dans Confrontations Europe aux côtés de Philippe Herzog et Claude Fischer dont il prend le relais comme président en juin 2014. Auteur de plusieurs essais, dont « Retrouver la confiance entre Européens. Le rôle du dialogue économique et social », il anime depuis l'association qui poursuit et développe le débat public à la veille des élections européennes.

Cher Philippe,

Ton livre « D'une révolution à l'autre » riche et d'un humanisme sincère te ressemble. Il confirme s'il le fallait combien ta vision politique, ton engagement et les vingt premières années de Confrontations Europe se confondent tant tu incarnes l'association.

Commenter ton livre oblige à beaucoup d'humilité tant la matière est dense et complexe. Je le lis et le questionne dans une double approche : d'une part mieux comprendre ce qui fait l'histoire, les raisons de la situation de l'Union européenne et les pistes de refondation ; d'autre part, comme tu nous y incites, poser quelques points de débats et en faire un levier de questionnement sur ce que doit être la mission de Confrontations dans une transition entre continuité d'une histoire et évolution. L'implication de ceux qui sont aujourd'hui engagés dans Confrontations et un contexte radicalement nouveau font que demain n'est pas la simple continuité d'hier.

Avant de rentrer dans le vif du sujet, je veux souligner un très large accord sur le diagnostic quant à la crise européenne et plus largement du monde occidental, sur la nécessité absolue de refonder l'UE, sur l'objectif majeur d'unir les peuples européens en étant ouvert sur le monde, sur la place centrale de la société pour enclencher et donner un contenu à cette refondation.

Nous partageons la conviction d'un avenir possible (et indispensable) à un projet politique européen et savons que c'est une ambition démesurée qui recouvre l'obligation de donner un nouveau contenu au développement et de réinventer les pratiques de la démocratie. Ce qui est en jeu n'est autre que l'avenir des humains et de ce qui leur permet de faire société.

Je ne fais pas un commentaire qui suivrait la chronologie du livre mais, en espérant avoir compris l'essentiel de ce qu'il recouvre, me concentre sur trois sujets : 1. La lecture de notre histoire pour mieux en comprendre les limites et agir pour les dépasser. 2. Les enjeux de la refondation du projet politique européen. 3. Avancer : participation, société civile… comment faire ?

Mieux comprendre notre histoire nationale et les raisons de nos difficultés pour mieux aborder les enjeux de participation dans la refondation à venir.

Je partage ton propos et salue ton travail inlassable pour proposer une vision systémique et mettre en évidence que séparer sciences économiques et défis culturels est intenable, que la science ne peut prétendre tout expliquer. J'ajouterai que l'économie ne fait pas société et partage tout autant le besoin de repenser la relation entre social et économie ce qui oblige à approfondir ce que cela signifie. De mon point de vue, il ne s'agit pas simplement de les concilier (ce qui aboutit souvent à faire du social un moyen de corriger les conséquences des choix économiques) mais de penser ensemble les questions de l'économie et du social… ce qui renvoie à la question du travail, de l'entreprise, du contenu et du sens du développement. Ce qui évidement donne un rôle central à la participation des personnes, conviction que nous partageons.

Tu décris la trajectoire suivie par notre pays, explique que nous aurions pu faire autrement notamment à propos des politiques économiques menées par les gouvernements de gauche des années 1980 et ta volonté de faire place à la participation des travailleurs. Ma propre histoire et mes engagements me conduisent à un regard différent du tien pour tenter de comprendre ce qui a fait problème avec en sous-jacent la question de la connexion entre politiques macroéconomiques et transformations sociales, sujet par ailleurs très actuel.

Tes conceptions non étatistes et tes propositions de participation pouvaient-elles diffuser largement au sein d'un PCF à l'aise dans une République centralisatrice et refusant les corps intermédiaires et dans une gauche très largement étatiste ?

La CGT, alors totalement alignée sur le PCF, faisait de la solution politique la réponse aux problèmes sociaux dans une pratique hégémonique au sein du monde ouvrier. Son poids et ses pratiques laissaient peu d'espace aux débats ou les rendaient difficiles : se démarquer était trahir la classe ouvrière. Et si depuis longtemps la CGT a franchi le pas de l'autonomie vis-à-vis du politique, elle conserve culturellement des repères qui étaient les siens à cette période. Je ne sais pas ce que « la sécurité sociale professionnelle » portée par la CGT des années 2000/2010 emprunte à Boccara, mais elle maintient une vision où le statut et la puissance de l'état l'emportent sur le rôle des acteurs intermédiaires et la responsabilisation des personnes. Autre élément marquant qui n'a pas aidé en faveur des évolutions souhaitables et explique la nature du débat et des forces en présence : la société française n'a pas connu l'expérience de la social-démocratie (au sens de ce qu'ont connu ou connaissent la plupart des autres pays européens, à savoir une place et un rôle de la démocratie sociale déterminante, un parti en prise forte avec la réalité sociale). Se revendiquer « social-démocrate » en France me semble surtout signifier être adepte de l'économie de marché. Dans ce rapport de force déséquilibré au sein du monde du travail, mai 68 a cependant été une « prise de parole ouvrière » qui fait sens au regard des enjeux de participation et d'émancipation et les « lois Auroux » reprennent à leur compte les propositions de la CFDT qui n'étaient pas de « mieux gérer le social » mais d'ouvrir la voie à une participation des travailleurs à ce qui fait leur quotidien et leur devenir. Ces options répondant à des aspirations profondes portées minoritairement dans un monde du travail marqué par le centralisme républicain et l'emprise du PC et la CGT… n'ont pas réussi à faire émerger des logiques de participation à la hauteur des espérances, n'ont pas permis un débat ouvert et productif. Jusque dans les années 2010, j'ai constaté que beaucoup de militants CFDT de terrain avaient un complexe d'infériorité vis-à-vis de la CGT sur les enjeux économiques et le débat politique. In fine, si nous sommes d'accord sur la place centrale de la participation des acteurs, la question de « par où » entrer n'est pas épuisée. Y entrer par la gestion nous permet-il de sortir d'une démarche verticale et descendante alors que c'est un des enjeux de la participation ? Y entrer par le travail, domaine où prime la connaissance des travailleurs et où se construit la compétence collective ? Il ne s'agit pas d'opposer les

deux mais de s'assurer d'une cohérence qui favorise l'émancipation et l'implication de tous, ce qui est un facteur de performance.

La prédominance de l'Etat centralisateur, la prédominance de la solution politique, le refus des corps intermédiaires sont des marqueurs culturels profonds que nous mettons beaucoup de temps à dépasser et qui me semblent être une cause profonde de la « déresponsabilisation » de la société française bien plus que dans le corporatisme qu'on convoque trop facilement. Pour les avoir côtoyés, je n'ai pas trouvé les autres Européens moins « corpos », mais ils savent articuler défense de leurs intérêts et sens des responsabilités. D'un certain point de vue, il y a une similitude entre la situation française qui n'a pas la culture de la participation et fonctionne de manière descendante avec le fonctionnement de l'UE… ce qui amplifie nos problèmes.

Les enjeux d'une refondation de l'Union européenne. Fonder une communauté politique, sens et contenu.

Je partage très largement le diagnostic proposé. Deux interrogations avant d'aborder ce qui me parait essentiel. Tu soulignes avec raison la forte responsabilité des Etats membres mais ils ne sont pas les seuls, Commission et Parlement en ont aussi une part… et un peu chacun de nous. Faut-il considérer que « l'économie sociale de marché » entérinerait la doctrine libérale/sociale ? Je n'ai pas cette certitude, je pense qu'elle peut être une opportunité.

Je partage aussi très largement les propositions mais il me semble utile d'insister et d'approfondir deux domaines : la nature et l'ampleur de la crise de la démocratie de représentation, le contenu d'un nouveau mode de développement.

La crise de la démocratie est au centre de la capacité des humains à vivre ensemble, elle doit œuvrer à concilier intérêts individuels et destin collectif. Et c'est parce que la démocratie de représentation qui assure la prise de décision et la gestion de la chose publique (au niveau national et européen) n'est pas en capacité de répondre aux attentes des citoyens, à formuler des choix d'un avenir commun désirable qu'une partie croissante d'entre eux plonge dans le désarroi et trouve refuge dans le discours de leaders populistes quand d'autres ne pensent plus qu'à se sauver eux-mêmes.

Réinventer la démocratie dans une tension féconde entre représentation et participation est un enjeu vital national et européen. National et européen non pas en considérant qu'il y a deux domaines séparés ou qu'il faudrait choisir entre l'un ou l'autre. La cohésion et la citoyenneté européenne ne se construiront pas en enjambant nos problèmes domestiques mais en les traitant tout en étant clair sur ce qu'ils doivent induire au niveau européen et avec ce que ça implique en matière de souveraineté partagée. Et il va bien falloir parvenir à une politique européenne partagée en matière de migrations, faute de quoi l'Union finira par se fracasser sur ce sujet qui est structurellement devant nous pour longtemps.

> Réinventer la démocratie ne suffira pas à surmonter la tension qui s'accentue entre « souveraineté européenne » et « volonté d'autodétermination ». Comme tu le dis très bien les inégalités (multiples et croissantes), l'incapacité à faire vivre des solidarités effectives sont des causes profondes et ce sont elles dont se nourrissent les leaders populistes.

On ne peut davantage ignorer l'accélération de la dégradation du climat et de la biodiversité qui met l'humanité dans un compte à rebours dramatique. Réinventer notre mode de développement est un impératif de même priorité que réinventer la démocratie, ils ne sont pas dissociables et ne peuvent ignorer la prise en compte des diversités. Repenser le contenu de la croissance, c'est se contraindre à faire « mieux » là où on fait « davantage » (pas étranger à sortir du consumérisme). Cette croissance durable (pour reprendre tes propos) signifie articuler véritablement les enjeux économiques, sociaux (voire sociétaux) et environnementaux. Ça ne va pas de soi. Quoi qu'on en dise, l'économique domine (quand ce n'est pas la finance) et au mieux le social s'adapte. Et j'ai bien peur que dans les arbitrages éco/environnement/social… le social fasse les frais des décisions politiques et (ou) économiques : on s'inquiète de la qualité de l'air que l'on respire, de l'eau, de notre nourriture… on peut s'affranchir des conditions dans lesquelles vivent une partie de l'humanité.

Il s'agit donc d'être en capacité de construire des projets qui dès le départ reposent sur un compromis prenant en compte les différentes dimensions, que chaque porteur d'une dimension soit ouvert aux autres et soit garant de l'équilibre, capable de sortir d'une logique de cause pour accepter de n'être qu'une partie prenante à un intérêt général dont il ne détient pas seul la légitimité. On en est très loin. Le territoire et l'entreprise me paraissent des lieux vitaux de refondation aux regards des enjeux que cela recouvre. L'entreprise peut être le lieu de

participation et d'implication de ses différentes parties constituantes et parties prenantes qui peuvent déboucher sur des projets co-produits visant cet équilibre instable et compliqué. Des entrepreneurs, des syndicalistes s'engagent courageusement dans cette voie. Le rapport Notat/Sénard vient à point nommé. Partager une vision commune européenne de ce que serait l'entreprise, développer des pratiques convergentes respectueuses des diversités des cultures me semblent des pistes prometteuses. Mais il faut aussi penser le cadre de régulation dans cet esprit et oser poser la question des externalités. Faute de quoi, on donne un avantage compétitif à ceux qui n'assument pas leur part de responsabilité dans la préservation des biens communs.

Refonder. Implication de la société civile. Comment faire ?

Diagnostic et enjeux, lignes générales d'un projet politique, lancement d'un débat ouvert débouchant sur un/des manifeste(s)… on voit se dessiner une démarche possible qui se construirait et se mettrait en œuvre au fil du prochain mandat de la Commission et du Parlement. Pour ce faire, nous faisons de la mobilisation de la société civile, de sa participation et son implication, de sa place dans les décisions qu'il faudra prendre… un levier indispensable. Nous partageons la conviction que l'entrée par les institutions (et les traités) est une impasse parce que ça ne peut remplacer le projet politique qui doit être le socle et c'est illusoire de s'en remettre aux seules institutions (politiques, institutionnelles, nationales et européennes) trop engluées dans la crise démocratique évoquée plus haut.

Mais, en dépit de nos réflexions, du travail accompli par Confrontations Europe, il me semble que nous sommes encore loin d'une proposition aboutie en matière de participation de la société civile. La solution n'est pas dans la démocratie directe, les expériences de démocratie participative n'ont pour la plupart pas l'ambition de refonder la démocratie. La faiblesse des corps intermédiaires est bien réelle, la démocratie sociale est en grande difficulté en Europe. Pour autant, la mobilisation de la société civile, au regard des enjeux que nous lui assignons, ne peut produire que si elle s'inscrit dans des processus structurés de long terme incluant les délibérations aptes à proposer des compromis.

J'ai la conviction qu'entreprises et territoires sont des lieux où l'on peut espérer ancrer des démarches de participation aux finalités ambitieuses et mobilisant la société. Entreprises : c'est un des lieux où peuvent se construire des projets porteurs du compromis d'un nouveau développement, un projet coconstruit et coopératif. Territoire : là où s'opèrent les choix de préférence collective, se construit la cohésion, là où l'enracinement de l'activité économique est de nature à réconcilier citoyens et mondialisation à l'opposé des « territoires inutiles ». Mais à condition que les parties constituantes et parties prenantes de l'entreprise aient vraiment leur mot à dire, tout comme les territoires qui doivent créer des cadres permettant délibération et action portées par les citoyens. En considérant également que les compromis à ces niveaux doivent être ouverts dans une subsidiarité montante où s'élaborent les solutions nationales et européennes. Nous pourrions dans ce schéma faire le pari d'une réinvention d'une démocratie sociale redynamisée par l'apport des initiatives locales. Il faut trouver la voie conjuguant innovation et transformation de l'existant.

Ton livre est une belle opportunité pour poursuivre les débats qu'il ouvre et je suis convaincu que Confrontations Europe peut en être un des animateurs.

Il transmet une envie d'Europe et balise un chemin vers l'avenir

Par Gilles Grin

Chargé de cours à l'Institut d'études politiques historiques et Internationales de la Faculté des Sciences sociales et politiques de Lausanne, directeur de la Fondation Jean Monnet internationale, Gilles Grin est l'auteur de nombreux articles et ouvrages dont le dernier « Formes d'Europe » est paru en février 2018. Philippe et lui se sont rencontrés à Caux à l'occasion d'Initiatives et changement et Philippe est devenu membre du Conseil de direction de la Fondation.

Le parcours de Philippe Herzog est particulièrement riche : brillantes études universitaires, travail de pionnier en comptabilité nationale dans l'administration française, carrière de professeur des universités en économie, engagement politique, mandats de député européen, président fondateur du think-tank de référence Confrontations Europe, conseiller spécial du commissaire Michel Barnier, auteur de nombreuses recherches et publications.

Un tel regard offre la promesse de Mémoires enrichissants. Et le résultat est une profonde joie pour le lecteur. Le livre se caractérise par une structure impeccable, une belle écriture et un texte amplement documenté. En réalité, il est encore plus que des Mémoires, aussi intéressants soient-ils. Philippe Herzog présente de larges réflexions et une analyse lucide sur la situation de la France et sur la construction européenne. Il développe des thèmes en relation avec l'économie, la technologie et les tendances mondiales.

> Voilà un ouvrage complètement actuel, qui éclaire le présent et se tourne vers l'avenir.

Il s'agit d'un travail qui veut redonner du sens et toucher les gens. Peu d'auteurs ont les compétences pour embrasser une matière si vaste d'une façon si résolue, et Philippe Herzog fait sans nul doute partie de ces personnes. Grâce à lui, nous avons dans les mains une étude bénéficiant d'une approche interdisciplinaire, pas seulement livresque, mais aussi vécue, qui s'appuie notamment sur l'histoire, la

philosophie politique et l'économie politique. On trouve aussi de belles références littéraires et cinématographiques. La réflexion de l'auteur se caractérise par une conscience de la complexité. Le lecteur pourrait naturellement ne pas être d'accord avec certains éléments de l'analyse, mais il sera dans tous les cas interpellé et stimulé. L'auteur ne nous présente pas une vision partisane.

Un grand humanisme se dégage de ses analyses et réflexions, le résultat qu'il nous livre est lumineux.

Je souhaiterais me concentrer dans cette note sur les perspectives relatives à la construction européenne. Philippe Herzog fait le constat qu'un fossé se creuse entre l'Union européenne et les peuples. Il considère qu'une refondation du projet européen est nécessaire, faute de quoi il se dissoudra.

Étant donné qu'il n'est pas réaliste d'envisager pour le moment la création d'un État fédéral sur le continent européen, l'auteur développe la thèse postulant qu'il est à la fois possible et nécessaire de bâtir une union politique différenciée.

Quatre composantes se situent au cœur de sa réflexion. 1) La construction politique à développer doit permettre à l'Europe de devenir une véritable puissance publique. Le droit et la norme ne sont plus suffisants et l'Union doit devenir moins technocratique. 2) La place de l'économique par rapport au politique doit être réappréciée. Le capitalisme doit évoluer pour être mis au service des gens, résorber les inégalités devenues inacceptables, fournir les biens communs nécessaires, regagner une perspective de long terme et prendre en compte les nécessités environnementales et sociales. 3) L'aspect crucial de la culture au sens large doit être développé dans le projet européen. Cela est nécessaire à une réappropriation de ce dernier par les citoyens. La plus grande participation de la société civile offre un potentiel fondamental qui doit être développé, y compris au niveau institutionnel européen. 4) La dimension mondiale ne saurait être oubliée. En se refondant, l'Europe doit aussi développer une relation harmonieuse avec les autres peuples, basée sur le respect et une certaine humilité.

Philippe Herzog ne nous livre pas un projet européen clés en main, ce qui n'était pas son but, mais nous offre une grande richesse d'arguments et des pistes très intéressantes évitant les raccourcis, assorties de propositions concrètes. Il prône des réflexions larges sur l'Europe au-delà du cercle des élites, en associant de près la société civile ; il milite pour l'élaboration d'un manifeste européen de portée politique ; ensuite seulement des consultations populaires pourraient être organisées dans les États membres sur les politiques communes que les Européens voudraient voir développées ; les votes populaires, à travers le croisement des réponses thématiques et nationales, pourraient faire apparaître des formes de différenciation, c'est-à-dire que tous les pays ne prendraient pas forcément part à toutes les politiques communes, mais aucun pays ne pourrait bloquer les autres.

Face à un monde en mutation rapide labouré par de grands déséquilibres de divers ordres, nous ressentons tous le besoin d'appréhender les choses dans une perspective globale et de redonner du sens à ce qui ne semble que chaos. Notre monde moderne est traversé de nombreuses crises. Parmi elles, il existe la perception répandue d'une crise grave de la construction européenne. Dans un esprit pionnier, Philippe Herzog nous détaille les maux contemporains.

Sa philosophie de l'action se situe dans l'esprit des pères fondateurs.

Il propose une démarche réaliste, mais qui ne serait pas simple à mettre en œuvre au vu des nombreux défis devant être relevés simultanément. Il écarte l'idée de simplismes pour relancer le projet européen et nous rend conscients du fait que les choses sont ardues et les enjeux colossaux. On aimerait croire que là où il y a une volonté, il peut exister un chemin. L'analyse de Philippe Herzog est lucide et honnête. Il transmet une envie d'Europe et balise un chemin vers l'avenir. Voilà qui est extrêmement précieux.

Un chemin exigeant, un chemin difficile, mais un chemin réaliste et porteur d'espoir

Par Olivier Guersent

Il y a maintenant près de 25 ans que j'ai rencontré Philippe Herzog pour la première fois. Jeune membre du cabinet du Commissaire européen à la concurrence Karel van Miert, j'étais en charge notamment des services publics marchands, ce que l'on appelle à Bruxelles - où on raffole des acronymes - les SIEG ou Services d'Intérêt Economique Général. Philippe et la toute jeune association Confrontations travaillaient beaucoup sur ce sujet, à l'époque d'une actualité brûlante alors que se succédaient les vagues de libéralisation : transport aérien, téléphonie, services postaux et bientôt gaz et électricité, ferroviaire... Nous ne pouvions donc que nous rencontrer. Nous ne nous quitterons plus.

Au fil des années, nos relations s'approfondiront. Nos échanges se feront plus réguliers. Ils seront pour moi une source de richesse sans cesse renouvelée. Tant et si bien qu'en 2010, lorsque Michel Barnier prend en charge le portefeuille du Marché intérieur et des services et me demande de diriger son cabinet, nous tombons d'accord sans même nous concerter : Nous avons besoin de Philippe Herzog à nos côtés. Il acceptera de devenir le Conseiller spécial de Michel et nous apportera pendant cinq années sa créativité, sa rigueur intellectuelle, sa capacité de conceptualisation hors du commun et tant d'autres choses dont il raconte certains épisodes dans ce livre. C'est à cette époque que nous avons pris l'habitude de nous voir une fois par mois, voire plus souvent, pour réfléchir ensemble. Chacun apportait ses sujets, Philippe s'installait, ouvrait son éternel carnet..... Grâce à lui pendant une heure ou deux je me sentais plus intelligent. Lors de nos échanges tout me semblait plus clair. J'ai été très fier le jour où pour la première fois il est venu avec un carnet marqué à mon nom qu'il ressortait ensuite à chaque nouvelle rencontre. Je le fus plus encore quand il me demanda si nous pouvions discuter de certains passages de son livre.

Philippe s'intéresse à tout.
Il explore chaque domaine
des sciences sociales.
Il approfondit, critique et ne tient
jamais rien pour acquis.
Il cherche à penser les sociétés
humaines dans leur globalité,
en intégrant chaque dimension
dans toute sa complexité.

Cette relation permanente entre globalité et complexité, entre verticalité et horizontalité traverse tout le livre. Philippe creuse chacun des thèmes, approfondit chacun des domaines de réflexion. Il le fait avec toute sa rigueur de scientifique, mais sans jamais sacrifier la complexité des sujets à la globalité des concepts. Ainsi, la deuxième partie du livre décrypte avec méthode les relations complexes et profondes qui lient les aspirations - parfois contradictoires - des peuples européens et structurent leurs sociétés : Autonomie, souveraineté, identité, culture, protection, solidarité, responsabilité, valeurs, intérêt général, biens communs…

Progressivement les pièces du puzzle
se mettent en place
et le lecteur voit s'ouvrir un chemin.
Un chemin exigeant, un chemin
difficile, mais un chemin réaliste
et porteur d'espoir : bâtir une société
civile européenne, faire société
en Europe.

Deux conditions pour sortir de l'opposition entre contrôle démocratique et fonctionnement technocratique et refonder une Europe porteuse d'avenir car connectée à ses citoyens. Mais faire société en Europe, bâtir des communautés de valeurs et plus seulement des communautés d'intérêt, sortir des replis identitaires et fonder une puissance publique européenne, tout cela prend du temps, un temps dont nous ne disposons plus. Le chapitre VIII du livre (« Fonder une communauté politique »), rassemble les divers éléments du portrait impressionniste d'une Europe refondée tracé par petites touches dans l'ensemble de l'ouvrage. Il propose une construction européenne qui n'est ni monolithique ni concentrique, mais différenciée. L'auteur y interroge la construction institutionnelle européenne sous le double aspect de la diversité des aspirations des peuples et d'une homogénéité des valeurs dont il montre bien qu'elle est plus supposée que réelle.

Ainsi éclairés, on voit alors les cercles
concentriques des analyses
institutionnelles traditionnelles
se déformer sous nos yeux en
« patatoïdes » à géométrie variable
en fonction des domaines de biens
communs que les peuples
accepteront de partager.

Il n'y a alors plus de cœur ni de périphérie, plus d'opposition entre technocratie et démocratie non plus. Les partages de souveraineté sont consentis au cas par cas, on peut être partie à une Europe de la défense intégrée sans être membre de la zone euro et vice versa. On retrouve le temps long qui permet de bâtir les solidarités et de faire société. La boucle est bouclée. À bien des égards, ce chapitre est pour moi le cœur de ce livre. Tout y converge et tout en procède.

L'œuvre de Philippe Herzog est riche et abondante, mais jamais mieux que dans ce livre il ne nous a donné à voir ce qui distingue sa pensée et lui donne une place unique. Il n'est pas l'un de ces penseurs globaux, brillants mais souvent superficiels dont les séduisantes théories du tout ne résistent pas à une analyse rigoureuse des postulats sous-jacents. Il n'est pas non plus l'un de ces spécialistes d'un domaine en particulier qui finissent toujours par déformer l'analyse globale au prisme de leur domaine d'expertise spécifique.

Il pense la globalité dans sa complexité.

L'ingénieur, économiste, sociologue, pédagogue pris dans une quête qu'il sait infinie[2] m'évoque irrésistiblement le Zénon de Marguerite Yourcenar dans "L'Œuvre au noir" - cet humaniste érudit, médecin, alchimiste, astronome, qui parcourt sans relâche l'Europe de la Renaissance en quête d'un idéal alchimique qu'il sait inaccessible. Mais « *le bonheur du voyage* »[3], se trouve dans le voyage lui-même, autant sinon plus que dans la destination. En nous contant une trajectoire humaine, le voyage d'une vie de quête, Philippe Herzog nous ramène encore une fois à la relation entre diversité et permanence, entre horizontalité et verticalité. De la diversité des combats qu'il a menés aux diverses périodes de sa vie se dégage une permanence, une ligne claire, verticale : l'engagement d'une vie au service de l'humain et du bien commun. L'engagement d'un intellectuel dans l'action.

[2] *Philippe Herzog 2010 "Une tâche infinie, fragments d'un projet politique européen", Editions du Rocher*
[3] *Philippe Herzog 2006 « Le bonheur du voyage. Éthique, action, projets pour relancer l'Europe », Editions Le manuscrit*

Le « Je » et le « Nous »

Par Antoine Guggenheim

Titulaire d'une maîtrise de philosophie, d'un doctorat de théologie et ingénieur civil des Mines, il a été ordonné prêtre à Notre-Dame de Paris par le cardinal Jean-Marie Lustiger en 1993. Président de la Faculté de théologie Notre-Dame de Paris lors de sa création (de 2000 à 2006) et de son cycle doctoral (2006-2014), il a préparé l'ouverture du Collège des Bernardins dont il a créé et dirigé le Pôle de recherche de 2007 à 2014 où il a invité Philippe Herzog à plusieurs reprises. Ses axes de recherche sont la rencontre du judaïsme et du christianisme, la rencontre des sciences et de la théologie, le Nouvel Humanisme. En 2015, il fonde UP for Humanness avec Diane d'Audiffret. Ils animent les « Etincelles » où nous nous retrouvons pour des échanges autour de questions d'humanité.

« Construire ensemble une Maison Commune… » : Le livre de Mémoires de Philippe Herzog, D'une révolution à l'autre, pourrait être placé, me semble-t-il, sous l'égide de ce qui, pour Mikhail Gorbatchev, était un projet, et qui, pour Philippe Herzog, est un programme de vie, d'action et de pensée.

Car ces Mémoires sont aussi un Mémoire sur l'occasion de mes engagements. Entre le « Je », irrépétable, d'une existence personnelle et la visée d'une participation de tous à l'action commune, ce livre construit un pont et un style de vie : le « Je » avec et pour le « Nous ». Le projet d'une vie pour et avec autrui et d'une pensée rationnelle et vibrante rappelle cette ressource de son engagement : une fidélité créatrice à Marx et à l'inspiration humaniste du communisme.

Rien d'empirique dans ce livre, rien de cynique : des propositions fortes émaillent le récit, comme elles accompagnent et guident l'action. Les convictions sont toujours argumentées, et les arguments passionnés. Relecture d'une vie publique tissée d'engagements divers, économiques et politiques, français et européens, culturels qui s'inscrit, comme il est trop rarement le cas, dans une quête inachevée de partage et de vérité.

Ce livre discute avec son lecteur et témoigne devant lui. Il l'interpelle et lui propose, avec un cœur intelligent, ce qu'on peut appeler une philosophie de l'engagement.

Le Crois pour comprendre et Comprends ta foi que saint Augustin adresse à ses lecteurs comme une espérance est transvalué en un Agis pour comprendre et Comprends pour croire.

Comment être acteur et comprendre dans un monde complexe, sinon dans la pluralité des voix et des capacités. Le mot clé que je retiens : la « participation », comme méthode et comme but.

Le concept a une longue histoire métaphysique et politique, de Platon à Charles de Gaulle…

Karol Wojltyła, qui aurait sans doute été un grand philosophe s'il n'était devenu le pape Jean-Paul II, conclut son ouvrage Personne et acte, écrit en Pologne en 1970, par une « Esquisse de la participation » comme la « caractéristique de l'agir en commun avec d'autres ». C'est qu'il était instruit de l'aliénation qui résulte de l'individualisme comme du totalitarisme. Il en fit un des piliers de la réforme de l'Eglise après Vatican II.

Le mensonge du libéralisme a été de dispenser l'individu d'une éthique de responsabilité et de partage, rappelle avec sévérité Philippe Herzog, en visant plus encore le néolibéralisme des années 1980 que celui du 19ème siècle. Car la participation et le partage demandent et opèrent la révolution de l'esprit et de l'organisation qui est devant nous.

Il me semble, en effet, que participation et partage éclairent le chemin du monde nouveau en train de naître, car ils répondent autant à ses promesses qu'à ses menaces technologiques. « La technique n'est pas neutre, elle a été aussi et demeure une arme de guerre », et de rivalité mimétique sans frein. Partage et participation doivent réconcilier l'éthique de responsabilité et l'éthique de conviction, à l'époque de la numérisation industrielle du réel et de la révolution du virtuel. Participation et partage expriment l'enjeu de notre responsabilité sociale et personnelle.

« Trop de 'je' dans la gouvernance de Macron. Pas assez de 'nous' ». Car, au niveau national : « la démocratie n'a de vitalité que par la société qui la façonne ». Et, au niveau européen, qui constitue aujourd'hui le vrai lieu de l'engagement politique : « le mythe de l'Union des Etats ne doit pas cacher l'enjeu de la coopération des peuples ». « Une simple institution » doit devenir « une société » européenne. Même si le discours n'est pas institutionnel, encore moins électoral, ce qu'on propose ici est une feuille de route pour un président qui écoute… D'une révolution à l'autre en appelle à la mémoire des 50 dernières années pour le démontrer dans les champs économique et financier, politique et culturel. Avec Philippe Herzog, je crois à ce momentum qui est le nôtre dans les décennies en cours : « les transformations de l'après-guerre sont encore toutes proches alors que les grandes mutations nous interrogent… ». Comment allons-nous bâtir un humanisme capable d'accompagner la naissance d'un monde nouveau ?

Participer ensemble, au-delà des exclusions, à l'action, à la réflexion, aux grands choix communs, à la production des biens durables, au partage des richesses matérielles et spirituelles, c'est par là qu'on trouvera la loi suprême de l'économie, le sens de la politique et l'enjeu « d'une éthique du respect et de la reconnaissance d'autrui ». Dans la tradition spirituelle chrétienne, la mémoire est la faculté de l'espérance. Elle cherche dans l'expérience du passé, ses ressources et ses déceptions, la force de se projeter vers « un idéal supérieur à la vérité vécue », une transcendance. J'accueille avec reconnaissance et émotion la confiance que Philippe Herzog nous fait en nous transmettant cette utopie raisonnable et nécessaire pour agir et penser humainement, ici et maintenant.

Evidemment l'Europe va réussir, ne nous laissons pas impressionner par l'immédiat

Par Alain Lamassoure

Nommé à l'Assemblée nationale en 1986 au poste de député des Pyrénées-Atlantiques, Alain Lamassoure a été Ministre délégué aux Affaires européennes puis ministre délégué au Budget. Européen convaincu, il a été élu à de nombreuses reprises au Parlement européen. Membre du PPE depuis 2004, sa bataille pour un budget européen, qui permettrait plus de solidarités et allégerait les budgets nationaux, est relayée par Confrontations Europe dont il devient un vice-président actif et fidèle. Homme très cultivé et tribun, il apprécie les échanges avec Philippe sur l'histoire et son avenir. Il poursuit ici le débat à l'occasion de la présentation du livre de Philippe à Bruxelles.

Chers amis, je suis très heureux et ému d'avoir à dialoguer avec notre ami Philippe Herzog devant des personnalités éminentes. Evidemment l'Europe va réussir, ne nous laissons pas impressionner par l'immédiat, les mauvaises nouvelles.

Le grand mérite de Philippe Herzog et de son ouvrage, c'est d'agrandir la focale et de replacer le problème européen au niveau où il doit être. A la fois dans l'espace, de l'élargir dans l'espace. Et dans le temps long, le passé, l'avenir, le XXI^{e} siècle.

Ce n'est pas un hasard s'il termine un de ses derniers paragraphes sur l'Afrique qui sera évidemment déterminante pour l'avenir de l'Europe.

Et puis il y a une troisième dimension, si je puis dire, ce sont les autres. Jean-Pierre Stroobants dit espérer mieux de Macron. Mais non, non l'avenir de l'Europe ne dépend pas du président de la République française, ou du chancelier ou de la chancelière allemande. Comme l'avait dit le général De Gaulle, qui après coup passe à tort pour un anti-européen :

l'Europe sera européenne ou ne le sera pas. Alors évidemment cela passe par une volonté politique forte, notamment des Etats qui ont la plus grande capacité d'entraîner les autres, de fédérer autour d'eux, mais il ne faut pas croire que c'est un homme ou une femme miraculeuse qui achèvera la construction de cette cathédrale politique qu'est l'Union européenne. Laquelle non seulement n'est pas une création du passé, liée à un besoin très spécifique au XXe siècle, mais a la vocation d'être un modèle politique pour beaucoup de régions du reste du monde.

Sur tout le continent il y a des pays qui ressentent le même besoin que nous, c'est-à-dire de trouver une organisation politique qui leur permet de vivre ensemble, de travailler ensemble dans l'harmonie et dans la paix en bénéficiant de tous les avantages d'un espace de taille semi-continentale – mais qui n'est pas simplement un marché – ; des pays qui vis-à-vis de l'extérieur ont besoin de peser de leur poids additionnel pour négocier d'égal à égal avec les grandes puissances du moment, y compris nous-mêmes, tout en souhaitant conserver leur identité locale, régionale, tribale, nationale, etc... Ce qui avait d'ailleurs conduit, non pas un français fédéraliste, un allemand, un belge fédéraliste, mais un jeune scientifique économiste britannique à écrire en 2001 : Why Europe will run the 21st century Aujourd'hui, cela paraît complètement fou. Je pourrais prendre les paris, ce n'est pas l'Europe qui gouvernera le XXIe siècle. Mais l'Europe peut et doit modeler le XXIe siècle. C'est d'ailleurs l'intérêt du reste du monde et pas seulement l'intérêt de l'Europe.

Le livre de Philippe est passionnant. Il y a une première partie sur le passé qui est émouvante pour ceux de notre génération, par les citations qu'il fait de personnalités dont la plupart ont aujourd'hui disparu mais qui ont joué un rôle très important notamment dans la reconstruction de la France. Je me souviens que jeune étudiant j'avais appris le modèle macro-économique Zogol. C'était le premier modèle de prévision économique qui avait été conçu par Philippe Herzog et Gaston Olive. Ensuite Philippe a joué un rôle important au moment où ce qu'on appelait l'économie politique a commencé à prétendre devenir la science économique.

Si cette évocation du passé est émouvante pour nous, pour les jeunes générations elle illustre ce qu'un homme de bonne volonté, au sens de l'Evangile, peut apporter au débat public à la fois au niveau national et au niveau européen.

Et en agrandissant la focale comme je disais, en nous invitant à regarder l'Europe d'un peu plus haut et d'un peu plus loin… Petite anecdote, dans ma première campagne électorale j'avais pris comme slogan : voir plus loin et agir plus près. Au fond la politique devrait être cela. Hélas, je n'y suis pas toujours parvenu.

Mais nous en avons particulièrement besoin aujourd'hui et je dirais particulièrement besoin en France qui est évidemment le pays que nous connaissons le mieux. Les vingt ou trente années qui ont suivi la guerre, celles de la reconstruction au sens large et du début du marché commun, ont été très largement inspirées par un organisme qui s'appelait le Commissariat général au Plan dont d'ailleurs le premier responsable a été Jean Monnet – ce n'est pas un hasard – et qui avait le mérite, à la fois d'éclairer la politique économique et sociale sur le long terme, et de faire participer à ce travail toutes les forces politiques, économiques, patronales et syndicales. Et de réaliser une forme de consensus que malheureusement la France a toujours eu beaucoup de mal à réaliser et ne parvient plus à réaliser depuis, alors que à travers la Mitbestimmung nos amis allemands ont introduit le consensus au cœur de leur activité économique et industrielle, ce qui le rend plus facile au niveau politique. La méthode Monnet a produit des résultats fantastiques et le cercle vertueux qu'il avait imaginé a admirablement fonctionné à partir de l'acier et du charbon, arrivant jusqu'au traité de Maastricht.

Sauf qu'on a vérifié aussi que ce système du cercle vertueux a des limites et que de même qu'il y a des barrières biologiques empêchant un virus d'être contagieux d'une espèce à une autre – ce n'est pas une comparaison très heureuse, il faudrait que j'en trouve une meilleure –, il y a des barrières qui par exemple ont fait que l'Union économique et monétaire n'a pas automatiquement engendré l'Union politique. Car il s'agit d'autre chose. De la même manière l'Union institutionnelle, l'Europe du droit, n'a pas permis de déboucher sur un espace politique, électoral, médiatique commun. Nous allons assister en mai prochain à une nouvelle élection dite européenne qui en réalité sera l'addition de vingt-sept débats nationaux sur un motif européen, sur un prétexte européen, mais dans des espaces hélas trop cloisonnés. On peut espérer que cela se décloisonnera un tout petit peu à l'occasion du débat sur la présidence de la Commission européenne. Mais l'Europe du droit n'a pas débouché sur un espace politique commun. De même, l'extraordinaire réconciliation entre nos peuples qui est le miracle européen n'a pas engendré un nouveau cercle vertueux. Cela fait des années que les eurobaromètres montrent que, à la question de savoir « quel est selon vous le peuple le plus proche du peuple français », deux Français sur

trois répondent naturellement le peuple allemand. Et symétriquement deux Allemands sur trois. C'est inimaginable. Tous les cadres militaires qui sont ici sur les murs de cette salle ont combattu les Allemands animés d'une haine farouche contre eux. C'est fini, et ça c'est le miracle de la construction européenne. On le doit à la construction européenne et c'est sans précédent dans l'histoire du monde. C'est pour cela que c'est un modèle dont le reste du monde a besoin. Et pourtant, la réconciliation engagée entre nous, les peuples, ne nous a pas définitivement vaccinés contre les tentations nationalistes.

Tout à l'heure Philippe disait à juste titre : « manions avec prudence le mot populisme ». Ce qui m'inquiète, c'est la résurgence d'un discours de haine dans tous nos pays, de haine de l'Autre. L' Autre varie selon les pays bien que certains ont vocation à être des boucs émissaires. Mais ce langage de haine pratiqué à l'égard de certaines catégories d'étrangers, ou de nationaux d'ailleurs, rappelle ces mêmes tons, ce même vocabulaire, ces mêmes sentiments, ce qui se disait dans presque toute l'Europe contre les juifs. Et cela malgré la réconciliation entre nos peuples. Ça ne prend pas une forme nationaliste contre la nation voisine. Mais enfin, une haine contre certains éléments de notre propre nation, ce n'est pas beaucoup plus rassurant. C'est là que nous avons besoin de traiter ces sujets, et de faire franchir à l'Europe un seuil qualitatif en passant à une Europe véritablement politique, c'est-à-dire une Europe des peuples, une Europe démocratique qui trouve de nouvelles méthodes. Nous sommes au XXIe siècle, il faut inventer, ne pas simplement associer ce qu'on appelle la société civile, mais tous les citoyens, qu'ils s'intéressent de près ou non à la politique et qu'ils bénéficient de l'économie moderne, disons la mondialisation, ou qu'ils soient au contraire laissés en marge de la mondialisation.

Au fond, chacun de nos pays a connu trois phases depuis 1945. Première phase, nous reconstruire après le désastre de la guerre, reconstruire nos économies, nos régimes politiques. Ou après d'autres formes de désastres. Pour l'Europe du Sud c'était les dictatures. Espagne, Portugal, Grèce ont inventé des régimes politiques démocratiques. Les pays de l'Est libérés du communisme ont été obligé de se reconstruire aussi, parfois de se construire à partir de zéro. La Slovénie, la Croatie n'ont jamais été des Etats nations, il a fallu qu'ils inventent. Deuxième phase, qui a commencé en Europe de l'Ouest en même temps que la première, il a fallu construire le continent en inventant un mode de relations entre nos pays qui rende la guerre impossible, et ça c'est la méthode Monnet, cela a été le génie de la construction européenne. Nous avons passé des décennies à cette construction. Et comme nous sommes des démocraties cela prend du temps. Et comme nous sommes des êtres humains nous faisons des erreurs, bien sûr, et puis il y a des malentendus. Et souvent à la tête de nos Etats il y a des médiocres. C'est quelque chose dont nous ne parlons pas trop dans le débat public mais enfin on est obligé de constater qu'il y a peu d'hommes et de femmes d'Etat à la hauteur des défis qui nous sont proposés aujour-d'hui.

Et maintenant nous entrons dans une troisième phase, et ça les citoyens l'ont très bien compris et l'ont mieux compris que nos dirigeants souvent. La troisième phase que résume le mot de mondialisation, c'est le XXIe siècle. Nous retombons dans une période où notre prospérité, à la fois taux d'emploi, pouvoir d'achat, notre sécurité, intérieure et extérieure, et même nos libertés, notre conception démocratique dépendent plus de ce qui vient de l'extérieur que de ce qu'il se passe chez nous. Et donc nous devons passer à ce que nous Français nous appelons, ce qui irrite beaucoup de nos partenaires surtout Allemands, l'Europe puissance. Dans la deuxième phase nous pouvions rester entre nous, et puis chacun avait sa politique étrangère. De toute façon, si c'était un sujet très important et très grave, les Etats-Unis étaient là d'une manière ou d'une autre, on s'alignait sur les Etats-Unis ou on s'y référait. C'est fini ! Maintenant c'est à nous Européens de prendre notre destin en main. Même Madame Merkel et les dirigeants allemands le reconnaissent aujourd'hui alors qu'ils ont été très lents à vouloir l'admettre.

Et là nous nous trouvons en face d'une situation qui est tout à fait paradoxale, je le redis : nos concitoyens sont plus « européens » que nos dirigeants. J'évoquais les eurobaromètres, cela fait plus de vingt ans que dans tous les pays du continent européen – pas au Royaume-Uni – entre trois quarts et 80% des ci-toyens interrogés considèrent que la politique étrangère et de défense doit maintenant être une politique commune. Il y a même 75% des Français qui sont favorables à une armée européenne. N'allons pas jusqu'à proposer cela, proposons une alliance de temps de paix, comparable à ce qu'est l'OTAN, soit l'équivalent de la CED qui a été rejetée en 1954. Quand on dit les trois quarts, cela veut dire même une partie des électeurs de Madame Le Pen. Donc il ne faut pas s'y tromper et Philippe a raison de dire qu'en Hongrie, il y a d'authentiques Européens, même chez les gens qui votent pour le sulfureux Victor Orban qui n'est pas un de mes amis personnels. J'ai voté le déclenchement de sanctions contre son gouvernement. Notre rôle, nous qui sommes proches, les intermédiaires entre les citoyens et ceux qui décident, c'est de faire remonter cela et de bâtir l'Europe en sachant que le top down a un peu épuisé ses vertus et que maintenant nous avons besoin d'une formidable injection de bottom up.

La nécessité de passer d'une démocratie « élective » à une démocratie « participative »

Par Francis Mer

Francis Mer est un industriel et homme politique français, né le 25 mai 1939 à Pau. Il a notamment été ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie de 2002 à 2004 dans deux gouvernements Raffarin, au début du second mandat du président Chirac. Ingénieur des Mines, il se consacre dès les années 70 à la sidérurgie dont il fait – malgré la crise qui frappe le secteur - un fleuron industriel français. Camarade de promotion de Philippe à Polytechnique en 59, les deux hommes se retrouvent lors de la création de Confrontations en 1991. Francis Mer en deviendra un des piliers actif et constructif.

Toute ma vie, j'ai cultivé une utopie : la participation de chacun aux choix collectifs et à leur gestion dans une société libre et ouverte sur le monde. Est juste celui qui accomplit son labeur jusqu'au soir, qui a cru en un monde meilleur, en l'efficacité du bien, celui qui ne s'est pas retiré de la tension dans laquelle vit le responsable, le seul qui mérite peut-être le mieux le nom de révolutionnaire. Ces deux phrases, qui ouvrent et ferment ses mémoires, résument à merveille l'engagement d'une vie « d'une révolution à l'autre », celle de Philippe Herzog et de sa compagne Claude Fischer que j'ai eu le privilège d'approcher en convictions et en amitié.

Pour les lecteurs de notre âge, les mémoires de Philippe sont un plaisir à parcourir car ils nous font revivre notre propre vie et le plaisir que nous avons de tourner les pages de cinquante ans

avec la nostalgie inhérente à cet exercice et la dose d'utopie que certains auront partagée avec Philippe.

Pour les lecteurs de tous âges, ces mémoires sont une opportunité unique de saisir de manière vivante, car vécue, les problèmes et les opportunités du « vivre-ensemble » aujourd'hui.

Au niveau d'un pays, le nôtre, et celui d'un projet politique de notre époque, l'Europe au moment où les progrès inouïs de la science et de l'économie créent, pour la première fois, un monde unique où chacun peut choisir sa vie.

Jamais, dans l'histoire de l'humanité, une telle situation ne s'est présentée ; il s'ouvre une perspective d'évolution à vue humaine inédite. D'où la perception généralisée d'un état de crise concernant chaque individu et les communautés auxquelles il appartient, que ce soit l'Etat-nation dont l'Europe a fini par accoucher il y a deux ou trois siècles ou la nécessité pour certains de ces Etats de construire une unité politique qui ne soit pas simplement et seulement la reproduction au niveau communautaire des attributs de l'Etat-nation au moment où ceux-ci sont contestés par les conséquences de la globalisation.

Cette crise, chacun d'entre nous la vit à titre personnel à travers une remise en question systématique des valeurs qui ont longtemps permis aux individus de « faire famille ». Il n'est donc pas étonnant que cette vacuité soit aussi ressentie au niveau des communautés et institutions qui ont permis progressivement aux individus de « faire société » à travers la généralisation de la démocratie élective et la transmission à ses représentants des éléments de souveraineté librement abandonnés par la base.

C'est cette « démocratie élective » qui fait dorénavant problème en raison d'une double évolution, celle de l'éducation et celle de l'information. Le degré de connaissance de l'humanité n'a jamais été aussi élevé qu'actuellement et il faut intégrer positivement le fait qu'il va continuer à augmenter rapidement dans les prochaines décennies dans les zones humaines encore « délaissées ». Avec cette éducation croissante, l'individu dispose pareillement d'une liberté d'initiative, de contact, de connaissance que lui apporte le monde informatisé dans lequel il est immergé dès son enfance et dont les performances techniques se multiplieront à courte échéance.

Face à ces deux « révolutions », il n'est pas étonnant que le système de représentation démocratique élective soit en crise car les citoyens-électeurs se reconnaissent de moins en moins dans leurs représentants en charge théorique de prendre les décisions de souveraineté conformes à l'intérêt collectif des électeurs qui les ont choisis, d'où la crise que connait la démocratie dans tous les pays où elle ne s'est pas (déjà ? encore ?) transformée en « démocrature ». D'où la nécessité de passer d'une démocratie « élective » à une démocratie « participative » où chaque citoyen participe en temps « réel » à l'élaboration des décisions que son représentant est chargé de faire mettre en œuvre. Nécessité ou utopie ? Techniquement parlant, cette participation généralisée est tout à fait concevable sans aboutir à un monstre technocratique et moyennant quelques règles nouvelles permettant d'arbitrer en transparence entre des choix divergents.

Politiquement parlant, encore faut-il que le citoyen de base ait envie de participer activement à cette construction permanente de son environnement politique et économique, ce qui supposera un effort considérable de conviction et d'éducation pour le convaincre que cette démarche fait partie de sa responsabilité. Cette « participation » collective aux décisions politiques d'un pays devra aussi concerner les relations à établir entre ce pays et le reste du monde, y compris les pays proches envers lesquels chaque pays a un passé commun. La sollicitation de l'opinion d'une population électorale restreinte dans un pays sur un sujet international vient de démontrer que la démarche était possible, y compris en obtenant une participation satisfaisante de la population concernée. La prise en charge de cette démarche par les représentants de la démocratie élective, dès lors qu'ils estimeraient que le sujet concerné mérite un soutien plus spécifique que celui que leurs électeurs leur donnent globalement, serait un premier pas intéressant dans l'expérimentation « participative » qui enrichirait le vécu « électif » de la démocratie.

Dans un monde nouveau, où chaque acteur économique existe au niveau mondial à travers son comportement quotidien, il est de plus en plus évident que sa mobilisation active est une condition du succès collectif de l'entité politique à laquelle il appartient et ce d'autant plus que le citoyen-acteur a « démocratiquement » la possibilité de vider de tout sens le fonctionnement démocratique par son abstention ou au contraire de le transformer en « démocrature » par son choix politique.

Il en va de même pour les pays européens de leur volonté et capacité à progresser dans la construction d'une Europe politique pour l'équiper des outils et moyens nécessaires pour exister en compétition avec les grandes unités démographiques ou politiques. Les décisions se traduisant par des abandons de souveraineté au niveau national ne sont pas faciles

à prendre par les représentants électifs qui y voient une perte de statut, de légitimité ou de prestige. Et pourtant elles sont probablement indispensables à l'intérêt bien compris des acteurs européens. Il faut donc que, sur ces questions, les représentants de la démocratie élective se sentent soumis à une pression de leurs corps électoraux qui les aident à bouger. Pour ce faire, il faut que les sujets européens deviennent eux aussi des sujets d'intérêt « quotidien » pour tous les citoyens européens, ce qui implique, entre autres, que la Commission européenne sorte de son mutisme habituel en prenant le risque d'affronter le monde politique européen sur des sujets qui concernent tous les citoyens européens.

Tous ces thèmes sont traités dans ces Mémoires par un acteur engagé depuis cinquante ans qui fait partager par la lecture ses multiples expériences, son enthousiasme et sa ténacité pour cultiver son utopie.

Prendre soin de l'âme

Par Bernard Snoy

Président international de la Ligue européenne de Coopération économique, Bernard Snoy est professeur à l'Institut d'Etudes Européennes de l'Université Catholique de Louvain. Entré en 1972 à la Banque mondiale, Bernard Snoy en deviendra plus tard le chef de son bureau européen. Il fera un passage remarqué chez le regretté Philippe Maystadt, alors ministre des finances dans le gouvernement Martens VII, qui président de la BEI et lui aussi un ami fidèle de Confrontations Europe. Bernard Snoy sera un des préparateurs du Traité de Maastricht, marchant dans les pas de son père qui avait signé avec Paul-Henri Spaak le Traité de Rome de 1957. C'est d'ailleurs avec un souvenir de cet événement historique que débute sa rencontre avec Philippe Herzog.

Chaque mois, paraissent de nouveaux livres pour analyser la crise grave que traverse l'Union européenne et proposer des remèdes. Les Mémoires de Philippe Herzog tranchent sur ces ouvrages non seulement par leur caractère d'optimisme volontariste mais par l'importance donnée à la composante culturelle, imaginaire et émotive du projet européen, jugée essentielle pour rassembler les citoyens et les peuples européens, pour « former société en Europe » et construire la « société civile européenne », sans laquelle l'Union européenne manquera toujours d'assise démocratique.

Pour construire l'Europe, nous dit Philippe Herzog, il ne suffit pas de rappeler combien nous sommes interdépendants ni d'affirmer qu'à 450 ou 500 millions au sein de l'Union nous sommes plus forts que divisés en 27 ou 28 Etats souverains. Il faut raconter une histoire de l'Europe, « prendre soin de son âme », régénérer son image, créer une conscience européenne avec

une vision du monde orientée vers la sauvegarde et la réalisation continue d'un projet de civilisation. Si nous sommes incapables de définir qui nous sommes et ce que nous voulons faire ensemble, notre interdépendance ne se traduira pas par plus de confiance mutuelle, ni plus de solidarité. Faute de trouver le sens de notre aventure commune, l'Union restera un espace bureaucratique et technocratique parcouru par les acteurs économiques, les juristes et les lobbyistes sans jamais jouir d'une adhésion profonde des peuples concernés.

L'écart qui s'est creusé entre l'appareil politique et administratif aussi bien des Etats nationaux que de l'Union européenne et la société civile est la source de la désaffection à l'égard des institutions pourtant fondées sur la démocratie représentative, ouvrant la voie aux mouvements populistes qui prétendent mieux représenter les peuples que ces institutions. Le projet porté par Philippe Herzog et le mouvement « Confrontations Europe » qu'il a créé est de réduire cet écart en promouvant la dimension participative de la démocratie et en promouvant dialogues et débats non seulement sur les projets et les politiques de l'Union mais plus fondamentalement sur les questions existentielles et « civilisationnelles ». Loin de la vision étroite de la laïcité, repoussant la religion et la quête spirituelle dans la sphère privée, Herzog n'hésite pas à affirmer : « face aux immenses défis d'éthique contemporaine, toutes les sources spirituelles traditionnelles religieuses et autres doivent être sollicitées pour interagir et co-créer ». Nous ne sommes pas loin de l'appel très inédit pour un homme politique français, du Président Macron, lors de la Conférence réunissant l'épiscopat français au Collège des Bernardins à Paris, invitant l'Eglise catholique à accompagner les gens dans leurs questionnements et leurs engagements et à leur présenter des raisons d'espérer et des buts lointains auxquels chacun est libre d'adhérer ou non.

Pour lancer un processus de refondation de l'Union européenne, Philippe Herzog a en vue un système hybride beaucoup plus attentif à la diversité des nations et beaucoup plus assis sur l'initiative des acteurs économiques, sociaux, culturels proeuropéens, qui sont trop peu sollicités aujourd'hui alors qu'ils sont le vivier et l'espoir d'un renouveau.

Il propose l'élaboration par la société civile d'un manifeste, qui ferait l'objet d'une forme de consultation populaire, permettant d'assumer des choix collectifs et conciliant diversité et unité. L'idée est certainement louable même si sa mise en œuvre représente un grand défi. Aux côtés du Mouvement européen, l'association Confrontations Europe pourrait être le fer de lance de cette initiative.

Parti du marxisme, l'itinéraire de Philippe Herzog rejoint à bien des égards celui des maîtres à penser du personnalisme et de la démocratie chrétienne bien que les noms de penseurs comme Marc Sangnier, Emmanuel Mounier, Jacques Maritain, Nicolas Berdiaev et Denis de Rougemont ne soient pas mentionnés. Leur pensée reste d'actualité.

Leur influence fut déterminante. Robert Schuman, Konrad Adenauer, Alcide de Gasperi, Pierre Werner, Joseph Luns et d'autres pères fondateurs de l'Europe, qui, tout en poussant l'intégration économique de l'Europe, ont toujours nourri une vision politique et civilisationnelle du projet européen.

Une autre dimension particulièrement intéressante du livre de Herzog est son analyse du déclin de l'Etat stratège et son plaidoyer pour retrouver une dimension stratégique beaucoup plus assumée au niveau européen. Ayant abandonné l'idée d'un plan comme « réducteur d'incertitude » ou « éclaireur de l'avenir », nous avons laissé se développer tant au niveau européen que national une sorte d'Etat « obstacle » sur-régulé tandis que dans un grand nombre d'Etats membres l'Etat-Providence pèse sur l'énergie et la créativité des forces vives de la nation. Face à la dégradation de la base industrielle européenne dans une économie globalisée en proie à de profonds changements technologiques, il serait judicieux que les Etats nationaux et l'Union européenne réassument leurs rôles d'investisseurs stratégiques. Philippe Herzog a toujours milité pour des politiques et des stratégies industrielles fondées sur des coopérations public/privé au niveau européen.

Changer le monde et sauver l'humanité : telle est la mission quasi-messianique que Herzog donne à l'Union européenne ; plus prosaïquement, celle-ci doit devenir un acteur global pour renouveler la promesse de paix et de prospérité qui a été aux origines de sa fondation. Faire face à la maladie de l'ordre libéral international, transformer et réguler le capitalisme – un mandat que ne peuvent et ne prétendent exercer ni les Etats-Unis, ni le Japon - , chercher un

mode de développement plus respectueux de l'environnement, croître autrement, avec un autre mode de productivité et en réduisant les inégalités, combattre autant la sous-qualification des travailleurs que les excès du consumérisme, accueillir, loger, former et intégrer les réfugiés et les immigrés légaux sur le marché du travail , soutenir les luttes engagées dans le monde contre la corruption, saisir les chances de la révolution digitale, renouveler les concepts de biens communs, régénérer l'idée de paix… En énumérant ces défis, Philippe Herzog montre à la fois la haute ambition qu'il nourrit pour l'Union européenne et la vision profondément humaniste qui l'anime.

Une soif presque métaphysique du dialogue, de l'échange et de la co-production

Par Philippe Trainar

Ancien élève de l'École Nationale d'Administration, diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Grenoble Philippe Trainar est rédacteur en chef de la Revue Française d'Économie. Après une carrière politique comme attaché financier à l'ambassade de France en Allemagne puis conseiller économique du Premier Ministre Édouard Balladur, cet économiste de la finance exercera des responsabilités dans les milieux de l'assurance et notamment à la SCOR. Il mettra ses travaux scientifiques au service de l'action publique pour une réforme sur le risque, l'assurance et la solvabilité, et à celui du groupe « assurances » créé par Confrontations en 2006. Aujourd'hui, il participe au séminaire d'EUROPE 21 en nous faisant bénéficier de sa culture d'inspiration libérale humaniste.

Cher Philippe,

Comme la plupart de tes lecteurs, je ne puis que te remercier très vivement pour ces mémoires « D'une révolution à l'autre ». C'est une lecture tout à la fois passionnante, stimulante, émouvante, dérangeante et pleine de fraîcheur, c'est un retour sur ce que nous avons été en même temps qu'une invitation à nous projeter dans l'avenir, que tu offres ainsi à tes lecteurs.

Tu y expliques, avec des mots simples, qui ne peuvent qu'aller droit au cœur du lecteur, ton éveil intellectuel et la naissance de ton engagement. A plusieurs années de distance, nos chemins se sont croisés, mais en sens inverse : là où la vie intellectuelle t'a porté vers le marxisme et le communisme, elle m'a porté du marxisme vers le libéralisme.

A partir de là,
j'ai personnellement nié que
le communisme puisse être
un humanisme. Et, voilà que tu
montres combien j'ai eu tort,
combien tu as vécu concrètement
le marxisme et le communisme
comme un humanisme.

Tu continues à croire en l'idéal communiste de Marx et les idéaux que tu défends font ressortir, de façon

très convaincante, qu'il peut y avoir une téléologie profondément humaniste dans le communisme, une dimension qui distingue selon moi clairement « ton » communisme d'une extrême gauche à la dérive, sans parler de l'extrême droite.

Je partage totalement ton opinion que le Marx du Capital, et pas seulement celui du premier livre, a plus à nous apporter pour la compréhension des crises, notamment de la présente crise financière, que le Keynes de la théorie générale et ses épigones. L'accent mis par ces derniers sur la demande et sur les revenus, les incite à négliger le travail, voire à le dévaloriser. Ceci te conduit à une critique très fine de l'économiste Robert Solow dont tu dis : « il a cherché le cœur de l'innovation sans approfondir les problèmes cruciaux des capacités humaines et de l'organisation du travail ». Tu vois aussi là, la cause de l'échec de la gauche : « L'échec historique de la gauche au pouvoir est de ne pas avoir construit une Cité du travail… et de ne se distinguer que comme le champion de la redistribution, abusant de la dépense publique et des prélèvements obligatoires ». Ton analyse est limpide et parfaitement convaincante.

Etudiant, j'avais été intéressé par les analyses de Paul Boccara sur la dévalorisation du capital, que tu cites élogieusement, mais je n'avais pas à l'époque la maturité suffisante pour les apprécier indépendamment de leur contexte. Les temps ont changé et, en 2008, après la faillite de Lehman Brothers, je me suis souvenu de ses analyses. Au sein de comités d'investissement auxquels je participais, j'ai insisté sur l'inéluctable dévalorisation d'une fraction non négligeable du capital qui avait été mal allouée durant les années précédentes et sur les risques d'une gestion exclusivement keynésienne de la crise. Je partage donc totalement ton opinion quand tu écris en des termes on ne peut plus clairs : « Il est très difficile de sortir d'une phase de dévalorisation massive du capital par la reprise de l'investissement privé, c'est pourquoi l'intervention publique est jugée nécessaire ». Que ne t'a-t-on écouté en ces années où nous avons préféré, à droite comme à gauche, pratiquer la distribution de pouvoir d'achat et la fuite en avant !

Toutefois, quand tu écris que : « Malinvaud… a mathématisé les schémas de la reproduction, les vidant alors de leur contenu social historique », je te trouve un peu sévère à son égard et, à travers lui, à l'égard des analyses de Michio Morishima, John Roemer et John-Richard Hicks. Certes, je comprends que tu veuilles mettre en garde contre l'excès de mathématisation qui perd de vue la finalité de l'économie. Pourtant cette mathématisation, notamment le passage des valeurs aux prix de production, me paraît nécessaire pour bien comprendre et analyser les conséquences structurelles du progrès technique sur le travail ainsi que les phénomènes de suraccumulation et de dévalorisation du capital. Je regrette que l'analyse économique ait laissé en friche cette voie de recherche. Le sentiment trompeur de maîtrise de l'économie qui s'est répandu au sein de la haute administration et des banques centrales à la suite de la chute du communisme soviétique, explique probablement ce désintérêt… qui s'est révélé dévastateur par la suite.

Ton analyse des faiblesses de la gauche française est lumineuse. Concernant le PS tu résumes parfaitement sa situation lorsque tu écris : « La gauche au pouvoir (avec Mitterrand) a voulu changer la vie, l'échec est criant… le PCF a payé pour ses erreurs, c'est aujourd'hui le tour du PS… La parole des sociaux-démocrates ne fait plus sens, ils ne portent plus de projet. Le renouvellement des traditions à gauche ne doit pas rester une affaire partisane (de même que pour la droite), c'est un problème pour toute la société ». Et, tu conclus très justement que « Le PS français en tant que tel n'a pas d'avenir…

> Devenue l'affaire de professionnels, la gauche politique sociale-démocrate s'est coupée du monde du travail, elle ne peut même plus apparaître comme le grand défenseur de l'Etat-providence et elle a perdu son aura internationaliste. Dénoncer les populismes est une facilité…

Rejouer encore l'image du combat entre les conservateurs et les progressistes est une façon de simplifier les choses qui stigmatise et ne peut pas créer la confiance ». Concernant le PCF, que tu connais si bien, tu écris avec tout autant d'acuité que « sa culture d'antagonisme de classe était un obstacle profond… miser sur le conflit exacerbé dans l'entreprise ne permet pas d'appréhender les réalités alors qu'une coopération, une co-construction est de plus en plus nécessaire entre salariés et entrepreneurs… Le rapport des communistes au marché était négatif, or sans marché, c'est la dictature d'Etat… Ce qui est mort, ce n'est pas Marx, c'est le parti léniniste qui a concrétisé le concept d'avant-garde ouvrière sous la forme d'une dictature d'Etat ».

Tu identifies tout aussi parfaitement les faiblesses qui minent la société française. Je ne puis m'empêcher de te citer abondamment à ce propos : « Le rapport vertical de délégation de pouvoir entre les individus et l'Etat, et la suradministration du pays empêchent la formation d'une société civile coresponsable…

Je vois une contradiction fondamentale dans le système français, source de tensions et de conflits récurrents : il est à la fois très centralisé et très libéral… Aujourd'hui l'Etat est faible et la société est faible. Subordination et suradministration sévissent. Même les réformes libérales sont associées à plus de bureaucratie ». A droite comme à gauche, nous devons nous attaquer à cette inclination fatale que tu as si bien identifiée. C'est probablement l'espoir que les français ont mis en Emmanuel macron.

Ton analyse de l'Europe et de ses contradictions (on n'en attendait pas moins d'un disciple de Marx) est particulièrement éclairante. L'Europe est réduite aujourd'hui au statut d'un nain politique, animé d'ambitions exclusivement mercantiles. Brisée par deux guerres mondiales et les crimes totalitaires, elle est entrée dans un vide identitaire, entre un passé hanté par des spectres dont elle ne sait plus très bien quoi assumer et un futur qu'elle ne sait pas en quoi l'enraciner. Tu dis cela bien mieux que moi et de façon beaucoup plus concise quand tu écris que « la crise de l'Union (européenne) repose sur le fait qu'elle échoue à créer un sentiment d'appartenance ». Et, tu soulignes les deux conséquences léthales de cette situation : le repli des peuples européens sur leur souveraineté nationale et le repli de l'Union européenne sur un fonctionnement technocratique. Avec justesse, tu soulignes que « la marche de l'Union échappe aux citoyens des nations et son fonctionnement est devenu technocratique » et tu t'empresses d'ajouter qu'à l'inverse : « Construire l'Europe nous incite à changer, non pas pour nous priver de libre-arbitre, mais pour nous aider à ôter nos œillères ». C'est là un formidable message d'espoir, exprimé dans des mots simples mais si vrais… qui n'a d'égal que l'ampleur de la tâche.

Européen convaincu tu es avec raison, soucieux de ne pas opposer l'Europe aux nations. Tu proposes donc ce que tu appelles un renversement de méthode : « partons des diversités pour faire l'unité ».

Ceci te conduit très logiquement à écarter l'utopie des Etats-Unis d'Europe au profit d'une « Union différenciée, plus solidaire et capable devenir une puissance publique pour faire face aux défis devenus communs ». Mais tu ajoutes que pour cela « l'Europe doit gagner son autonomie d'action géopolitique en s'extrayant de la logique des blocs et des rivalités de puissance ». A la « France seule » d'un nationalisme léthal, tu opposes le projet d'une « France avec l'Europe et le monde ». Humanisme, indépendance, et solidarité sont les trois piliers de ton projet inclusif au sein duquel je me reconnais bien volontiers. Ainsi, l'Europe pourrait-elle assumer son histoire tout en en tirant les leçons et en se projetant dans l'avenir. Ces trois moments sont importants pour que l'Europe puisse émerger durablement et contribuer à nouveau à l'histoire universelle.

Mais, dans l'Europe que tu désires bâtir, je discerne une dimension qui n'est pas seulement économique ou politique, mais aussi spirituelle, dans la tradition du grand humanisme européen. Je comprends d'autant mieux ta démarche que j'ai le sentiment d'avoir parcouru un chemin similaire. Tu pars d'un constat que j'ai vécu comme toi et qui reste pour moi l'une des plus grandes critiques que l'on doit adresser au communisme léniniste : « J'étais… scientiste… inconscient du fait que le socialisme faisait l'objet d'une religion politique mythique ». Sans parler du communisme maoïste, que tu gratifies du seul commentaire lapidaire qu'il mérite : « J'étais horrifié par la révolution culturelle maoïste ». La religion politique présente, comme la politique religieuse, les caractères monstrueux des mélanges contre-nature. Comme toi, je pense que la religion et la politique doivent bâtir ensemble la « cité de l'homme », dans le respect mutuel de leur indépendance. Je ne puis résister au plaisir de citer les belles phrases que tu écris à ce sujet : « Le christianisme a été une matrice de l'Europe, c'est incontestable. Macron a raison de rappeler qu'il est une source de transcendance. Ni les principes éthiques de la raison kantienne ni la morale républicaine n'ont prouvé leur capacité de remplacer le fait religieux en profondeur… Or, la France a relégué le religieux hors de la sphère publique en raison d'une culture spécifique radicale de la laïcité… L'unité de la Cité doit reconnaître la diversité des sources de la foi ». Je n'ai rien à ajouter à ton propos. Pour prospérer, l'Europe comme la France ont besoin que le christianisme, le judaïsme et l'islam contribuent, ensemble, à l'embellissement de la cité. Mais, en avons-nous encore la force ? Tu pointes, à cet égard, deux handicaps de l'occident : « la violence qu'il a causée dans son histoire séculaire, et la fin de l'autorité qui accompagne son retrait des traditions ».

Ton projet mériterait certainement d'être précisé sur deux thèmes importants auxquels tu te réfères constamment mais qui restent, de mon point de vue, nimbés d'un halo d'incertitude : la stratégie industrielle et la cogestion. Certes, je crois comprendre que la stratégie industrielle devrait être réinventée par codétermination. Pour autant, je ne discerne pas clairement leurs contours. Concernant la stratégie industrielle, je n'arrive pas à me convaincre que c'est un enjeu décisif. Peut-être suis-je trop influencé par

mon passage à Bercy dans les années 80 et 90, mais il me semble que l'Allemagne est l'Allemagne et que la France a bénéficié de beaucoup de beaux et bons emplois grâce au développement des services, aux dépens de l'industrie… Probablement, le sujet d'un autre ouvrage… Avant de conclure, je voudrais encore mentionner une interrogation plus technique : tu t'inquiètes de la montée des inégalités… que je ne perçois pas bien en France. Certes, les 1% les plus riches sont devenus un peu plus riches mais cette évolution reste contenue et la situation des revenus avant impôts et prestations sociales des 1% les plus riches ne fait qu'effleurer la question des inégalités. Que penser, par exemple, de cette part importante de la croissance des inégalités qui est imputable à leur externalisation par rapport au cercle familial ? De même, que conclure des difficultés croissantes de la reproduction sociale qui affectent en fait toutes les couches sociales comme l'ont montré de récentes études sur les Etats-Unis ?

Je reste convaincu que les inégalités sont moins un enjeu en elles-mêmes, la persistance de la pauvreté l'est probablement beaucoup plus, qu'un symptôme à considérer avec attention.

Pour conclure, je voudrais te dire, cher Philippe, que ce qui me marque le plus dans tes mémoires, c'est ton humilité par rapport à la réalité, ta modestie par rapport aux chocs des programmes et ton souci permanent de l'homme concret. On sent tout au long des pages, une soif presque métaphysique du dialogue, de l'échange et de la co-production. Ton idéal communiste est un idéal de dialogue social concret, auquel tu souhaiterais que tout le monde soit invité et participe, quelle que soit son approche de la vérité… une forme transcendée d'agapè que tu exprimes si bien quand tu écris : « Il faut l'aider (le peuple) à acquérir une culture de codétermination ». C'est là, pour moi, une différence fondamentale, et séduisante, de ton projet par rapport à celui d'un Jürgen Habermas. Comme tous tes amis, je sais aussi d'expérience personnelle, que c'est ainsi que tu vis concrètement la politique et que nous n'avons tous qu'un souhait, participer à cet idéal que tu sais si bien nous faire partager dans ton action comme dans tes écrits, au sein de Confrontations notamment. Tu anoblis la politique en l'invitant à une assomption, à un dépassement d'elle-même quand tu écris à l'attention de la gauche : « Il ne s'agit pas de combattre la droite mais par la force de l'émulation, chacune des sensibilités devrait aider l'autre à se responsabiliser ». Ta recommandation vaut naturellement aussi pour la droite.

Tu transcendes les clivages politiques et tu rejoins les libéraux comme moi quand tu les invites à t'accompagner pour sauver une humanité dépassée par sa technique et menacée dans sa fin ultime, la liberté.

Tu n'en es pas pour autant un optimiste inconscient et tu t'inquiètes, avec raison, d'un éventuel « renoncement des sociétés à choisir leur avenir ».

Je ne puis, cher Philippe, que te remercier pour cette méditation unique que tu nous offres et dont nous devons faire maintenant notre miel.

En profonde amitié et sincère unité de vue avec ton projet.

Philippe Herzog, l'enthousiasme européen

A 78 ans, Philippe Herzog n'a rien perdu de son enthousiasme et de son optimisme.
© (Photo éditions du Rocher)

Par Anne Irjud

Dans La Nouvelle République le 13/10/2018

Du Parti communiste à l'Europe, Philippe Herzog décline cinquante ans de vie publique et politique dans un livre de mémoires. Avec la passion et l'enthousiasme d'un jeune homme de 78 ans.

«*Je revendique d'être un intello qui va au charbon*». La voix est aussi douce que le propos décidé et réfléchi. Cinquante ans consacrés à la vie politique et un itinéraire qui peut dérouter : Philippe Herzog ne renie aucune étape de son parcours et remonte le fil du temps avec D'une Révolution à l'autre (éditions du Rocher).

Un livre de mémoire(s) : « *La rédaction du livre m'a apaisé. Je n'ai aucune amertume, mais sans doute avais-je besoin d'expliquer les fondements de mon itinéraire politique.* » Le sourire qui accompagne le constat est réjoui. Comme l'homme qui, sous les costumes de professeur d'université et d'acteur politique, peut aussi se révéler malicieux. Il faut dire que ce grand cinéphile a été pendant plus de vingt ans membre du Parti communiste avant d'en claquer la porte et de suivre son idéal européen à Strasbourg et à Bruxelles.

« D'une révolution à l'autre »

C'est non loin du Palais du Luxembourg, où siègent les sénateurs, que Philippe Herzog a fixé le rendez-vous. Comme un pied de nez aux sphères du pouvoir républicain au sein desquelles il a passé tant d'années. Comme acteur. Comme observateur aussi. Et redoutable analyste à la pensée étayée par une érudition remarquable.

Mais ce brillant intellectuel pour qui l'Europe restera sans doute comme son ultime combat, sait aussi raconter, expliquer. Se confier même. D'une Révolution à l'autre, d'une lecture parfois ardue pour le néophyte, est un livre où les souvenirs se déclinent entre économie, politique, philosophie et histoire.

« *J'ai eu la chance d'être un ouvrier. Je ne suis pas issu d'une bulle élitiste.* » Sa mère a grandi dans le Pas-de-Calais avec les Houillères comme univers. Son père est un immigré croate. Ingénieur en Lorraine. Et inventeur d'aciers spéciaux.

Je n'aime pas le mot « populisme » parce je ne veux pas stigmatiser des populations qui souffrent

Enfant de la sidérurgie, Philippe Herzog partira à

Paris à l'âge de 17 ans. Il sera polytechnicien et agrégé d'économie. « *J'ai vécu la désindustrialisation qui a été un traumatisme national. J'ai vu et partagé les souffrances de plusieurs amis en Lorraine qui ont subi ce drame de la fermeture des usines et du chômage. J'ai vu les espoirs suscités par de vaines promesses et le dur retour à la réalité d'une France profonde qui s'est retrouvée perdue. Vous savez, j'ai des amis qui ont voté FN. Je ne peux pas leur en vouloir, même si je ne peux pas être d'accord avec ce choix.* » Il l'affirme haut et fort : « *Je n'aime pas le mot " populisme " parce je ne veux pas stigmatiser des populations qui souffrent.* »

« Je déteste la radicalité »…

Cet homme-là cultive la fidélité à ses origines, ses convictions, ses engagements, ses idéaux. Selon Philippe Herzog, la classe politique n'anticipe pas le désastre économique et industriel des années soixante-dix qui suivent les années prospères d'après-guerre. « *Les énarques ont pris le pouvoir et la parole des scientifiques n'est plus entendue. C'est dans ce contexte que j'entre au Parti communiste, mû par un désir de cogestion entre travailleurs et politiques. Dès mon arrivée, je suis un " réformateur ".* »

Plus qu'utopiste, Philippe Herzog veut participer à l'évolution de la société. De l'intérieur. Pas sûr qu'il y soit arrivé… Il quitte le PCF en 1996, plusieurs années après avoir compris qu'il n'y avait pas sa place ! « *Je déteste la radicalité* », lance-t-il, non comme une provocation, mais plutôt comme une explication.

« *La démocratie devrait être une sorte de communauté politique où chacun pourrait s'exprimer. Mais aujourd'hui, la démocratie est sclérosée. Les citoyens ont délégué les décisions à des élus qui n'agissent plus dans l'intérêt général. Ce qui a entraîné une vraie désaffection des Français pour la politique.* » Pour l'analyste politique, il n'y a plus de droite ou de gauche. Ne reste « *qu'un théâtre au jeu de pouvoirs.* »

Mais il fait aussi son autocritique : « *Ma génération a failli en ce sens qu'elle n'a pas su faire muter la société, le système.* »

Avec le « premier de cordée », Macrona commis, selon moi, une grosse faute de communication et d'image

L'économiste rêve d'une France qui « *développe des projets et qui accepte de se réformer.* » Et le philosophe émet plusieurs recommandations : décentraliser les organes de décision, mettre en œuvre une rotation des élites (il préconise la suppression de l'Ena), redonner du sens et du contenu à l'éducation et donner à tous les citoyens l'accès à l'information. Son constat est sévère pour la France d'aujourd'hui. « *" Premier de cordée " : Macron a commis, selon moi, une grosse faute de communication et d'image.* »

Pourtant, il l'a écrit : il a eu de l'espoir avec l'émergence des Marcheurs. « *Mais c'est vite devenu un parti présidentiel. Emmanuel Macron aurait dû prendre le temps de labourer son terrain en allant voir les gens, mais il a été trop pressé et a bénéficié d'une envie de " dégagisme " typiquement française. Il a lancé de bonnes choses sur l'éducation, la formation professionnelle, la réforme du marché du travail, le souci de faire prévaloir l'inclusion des gens plutôt que procéder par assistance. Mais il n'a pas de stratégie industrielle, il ne réforme pas l'État et ne fait pas appel aux forces vives. En plus, il donne des leçons.* »

« Les Européens doivent construire ensemble »…

Alors, il reste l'Europe pour nourrir son optimisme. « *Il lui faut un projet fédérateur axé sur la refondation de la communauté avec la création d'une communauté politique dans une recherche du bien commun. Les Européens doivent construire ensemble pour exister face à la superpuissante Chine et aux États-Unis. C'est leur intérêt vital. J'ai besoin que l'Europe devienne une puissance publique qui pourra nouer des collaborations, créer des échanges et qu'elle parle d'une seule voix.* »

La méthode Herzog tient en quatre points. Un agenda européen avec des priorités claires. Un projet politique global avec une stratégie économique et industrielle commune aux pays européens. Une défense-sécurité pour protéger. Une solidarité à la place de la concurrence pour créer une prospérité commune qui englobe l'éducation, les transports, la cohésion du travail.

« *Dans l'immédiat, il faut faire attention à l'aggravation du chaos européen, dans un paysage fragmenté sans solution d'envergure. Le Brexit en est une illustration. Il faut en tirer les leçons.* »

Intarissable : la (re) construction européenne, les engagements moraux et spirituels, l'environnement, les enjeux de l'intelligence artificielle… Autant de sujets qui captivent un jeune homme de 78 ans qui n'a rien perdu de son enthousiasme, ni de son envie de changer le monde pour le bien-être des hommes, et qui rebondit d'une idée à l'autre en ne perdant jamais le fil de sa pensée. Philippe Herzog est un constructeur, un bâtisseur humaniste. « *J'adore la contradiction parce que je cherche le meilleur.* »

« D'une Révolution à l'autre » de Philippe Herzog est publié aux éditions du Rocher.

bio express

> Philippe Herzog est né le 6 mars 1940 à Bruay-en-Artois. Il a passé son enfance en Lorraine.

> Ancien élève de l'École polytechnique (promotion 1959), il est agrégé d'économie en 1968.

> Il commence sa carrière à l'Insee (Institut national de la statistique et des études économiques). Il sera ensuite professeur d'économie à l'université (dont celle de Nanterre).

> Il entre au comité central du PCF en 1972, au bureau politique en 1979 et sera un des principaux artisans du Programme commun de la gauche. Il quitte le parti en 1996.

> Il est tête de liste du PCF aux élections européennes de 1989 et sera député européen jusqu'en 2004.

> En décembre 1991, il est président de l'association Confrontations Europe qu'il crée avec sa compagne Claude Fischer, et Jean-Pierre Brard, Jean-Christophe Leduigou, Jean Peyrelevade et Michel Rocard.

> De 1997 à 2008, il est membre du Conseil d'analyse économique auprès du premier ministre.

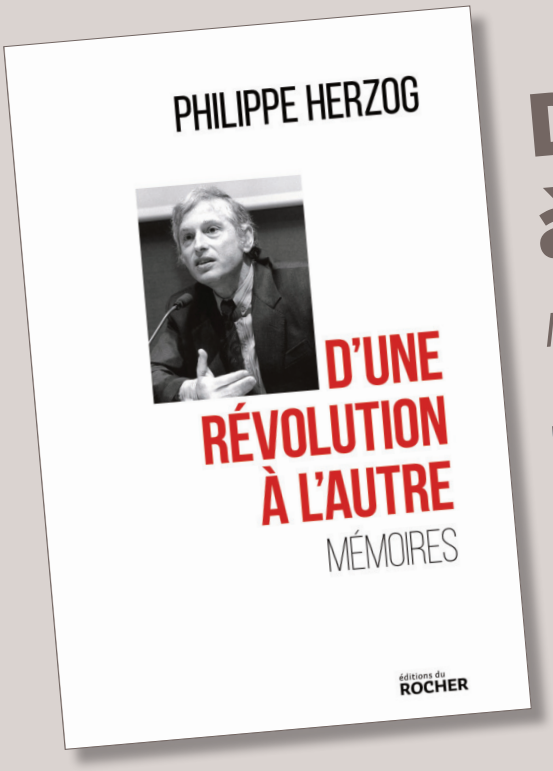
> De 2009 à 2014, il est conseiller spécial auprès de la Commission européenne (et de Michel Barnier).

> Il est l'auteur de nombreux ouvrages :

- *Prévisions économiques et comptabilité nationale*, PUF, 1968 ;
- *La France peut se ressaisir*, Messidor/Editions sociales, 1987 ;
- *La société au pouvoir*, Julliard, 1994 ;
- *Europe, réveille-toi*, La Manuscrit 2013 ;
- *D'une révolution à l'autre. Mémoires*, Editions du Rocher, 2018.

Cinquante ans d'histoire politique

Les mémoires d'un des penseurs majeurs de l'Europe



D'une révolution à l'autre

Mémoires

400p. - 21.9 € Parution : 3 octobre 2018

Philippe Herzog *(X59) est professeur honoraire de sciences économiques à l'université de Nanterre. Il a été dirigeant du PCF de 1972 à 1996. Président-fondateur de l'association Confrontations Europe, membre du Conseil d'analyse économique auprès du Premier ministre, il a été député européen de 1989 à 2004, puis conseiller spécial auprès de la Commission de 2009 à 2014. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, parmi lesquels :* Prévisions économiques et comptabilité nationale *(1968),* L'Europe après l'Europe *(2002) et* Une tâche infinie *(2010).*

BULLETIN DE COMMANDE

Philippe Herzog

D'une révolution à l'autre

Mémoires

Editions Le Rocher

NOM : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

.....

Mail : ..... Tél. : .....

Je commande ..... exemplaire(s) du livre

❏ 21,90 € l'unité + 2€ de frais de port

❏ 20,00€ à partir de 5 livres commandés (+ 10€ frais de port)

Je verse : ..... €

- par chèque : à l'ordre d'ASCPE,
- par virement : ASCPE - IBAN International :
FR76 3006 6101 2100 0106 1640 126

A retourner à

ASCPE Les Entretiens Européens & Eurafricains

4 rue Froidevaux – 75014 – PARIS

Un livre pour comprendre notre passé et nous engager à construire notre avenir

Philippe Herzog fait revivre, dans ses Mémoires, cinquante ans d'histoire politique. Il dévoile les ressorts et les raisons de son engagement politique. On découvre un polytechnicien atypique et passionné de cinéma, à la fois rebelle et négociateur, utopiste et réaliste, voulant d'un même geste changer la France et construire l'Europe.

Rejoignant le PCF peu avant le reflux de la vague révolutionnaire, il est l'un des principaux acteurs de l'Union de la Gauche, autour du Programme commun de gouvernement. Il veut alors, avec ses camarades, donner le pouvoir au peuple. Réinventant cette utopie quand s'effondre le monde communiste, il s'engage dans la construction européenne.

Il crée Confrontations, un mouvement civique inédit, et régénère l'idée d'une communauté politique qui respecterait ses nations, créerait des solidarités concrètes, transformerait le capitalisme et civiliserait la mondialisation. Cette seconde révolution est pour lui la seule façon de vaincre l'euroscepticisme. Fort de cette ambition et de son expérience politique, il peut analyser sans complaisance le réformisme du président Macron.

Ce parcours riche et surprenant, qui l'a mené de Georges Marchais à Michel Barnier, dans un dialogue jamais interrompu avec Michel Rocard, est celui d'un intellectuel engagé, qui aura constamment cherché à instituer le peuple en force collective de pensée et d'action. Cette énergie militante, Philippe Herzog la met encore au service de l'Europe, conscient que tout doit ici recommencer par la culture.

Rencontres, conférences-débat, dédicaces

Emissions radio et télé ...

D'une révolution à l'autre

Suivez l'agenda de **Philippe Herzog**
www.philippeherzog.org

Renseignements à ASCPE

Les Entretiens Européens & Eurafricains

4 rue Froidevaux – 75014 – PARIS • + 33 6 72 84 13 59 • contact@entretiens-europeens.org

AXA Research Fund

AXA Research Fund : une initiative unique de soutien privé à la recherche scientifique

Cette initiative de mécénat d'AXA vise à contribuer au progrès sociétal en finançant des projets de recherche d'excellence et en encourageant les chercheurs à partager leur travail avec la société.

Elle soutient des projets innovants dans le domaine de l'environnement, la santé, les nouvelles technologies, et la socio-économie.

Depuis 10 ans

Plus de **560** projets de recherche soutenus

Dans **35** pays

Par des chercheurs de **58** nationalités

180 M€ engagés

En savoir plus

axa-research.org

#AXARF
@AXAResearchFund

Chiffres au 01/01/2018